

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RECTIFICATION ADMINISTRATIVE DES ACTES DE DÉCÈS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 23 Novembre 1920, à 2 heures

PAR

BENJAMIN DURINGER

Président : M. WAHL.

Suffrageants : { MM. BARTIN, Professeur.
HÉMARD, Professeur.



BREST

IMPRIMERIE COMMERCIALE ET ADMINISTRATIVE, 17, RUE D'ALGÉSIRAS

1920



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT
(Sciences Juridiques)

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RECTIFICATION ADMINISTRATIVE

DES

ACTES DE DÉCÈS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 23 Novembre 1920, à 2 heures

PAR

BENJAMIN DURINGER



Président : M. WAHL.

Suffrageants : { MM. BARTIN, Professeur.
HÉMARD, Professeur.



BREST

IMPRIMERIE COMMERCIALE ET ADMINISTRATIVE, 17, RUE D'ALGÉSIRAS

1920

LA RECTIFICATION ADMINISTRATIVE

DES ACTES DE DÉCÈS

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

La rectification administrative des actes de décès est une institution entièrement originale, née des besoins de la guerre. Avant 1914, les actes de décès, comme tous les autres actes de l'état-civil, ne pouvaient être rectifiés que par un jugement, conformément aux dispositions des articles 99, 100 et 101 du Code civil, 855 et suivants du Code de procédure civile. A vrai dire, la rectification judiciaire des actes de l'état-civil avait donné lieu déjà à bien des critiques, mais ce n'est que par la loi du 20 novembre 1919 que les inconvénients dont on se plaignait ont été partiellement supprimés.

Dès le début de la guerre, et pour des raisons exposées plus loin, on s'aperçut que l'emploi de la procédure judiciaire pour la rectification des actes de décès des militaires allait se heurter à

de graves difficultés ; mais ni les législations étrangères, ni les usages français ne fournissaient de modèle pour l'innovation dont on sentait confusément le besoin.

Les hommes compétents en matière militaire avaient prévu et déclaré, à maintes reprises, que la guerre serait très meurtrière ; toutefois on espérait, — c'était là l'illusion générale, — qu'elle serait aussi très courte. Dès le mois de septembre 1914, la durée extraordinaire de ce que l'on appelait la bataille de l'Aisne donna à penser que la guerre serait beaucoup plus longue qu'on ne l'avait soupçonné et que peut-être, hélas ! les morts se compteraient par centaines de mille.

Les premiers actes de décès dressés sur le front et dont les expéditions étaient envoyées dans la zone de l'intérieur pour être transcrites sur les registres de l'état-civil du dernier domicile respectif de chacun des défunts étaient, on peut le dire, tous, ou presque tous, entachés d'erreurs et incomplets. Il n'y avait à cela rien d'étonnant si l'on se rappelle dans quel désarroi les administrations militaires se trouvaient avant et après Charleroi, Morhange, l'Aisne et l'Yser. Néanmoins, lorsque le front se stabilisa et que les communications avec la zone de l'intérieur devinrent plus faciles, les imperfections des actes de décès ne diminuèrent point, ni en nombre, ni en gravité, contrairement à ce que l'on aurait pu attendre.

En octobre 1914, le Gouvernement était encore à Bordeaux lorsque les Ministères de la Justice,

de la Guerre et de la Marine échangèrent entre eux une correspondance en vue d'organiser un système de rectification ne nécessitant pas l'intervention des tribunaux civils. Cet échange de lettres ne donna aucun résultat : ce n'est pas la bonne volonté qui manquait, mais, dans une matière aussi délicate et qui comporte tant de modalités, il était bien difficile d'arriver à un accord sur tous les points sans un échange verbal d'observations, chacun des trois Ministères se plaçant à un point de vue différent.

Ce ne fut qu'au mois de février 1915 qu'on réunit à Paris, au Ministère de la Justice, une Commission de six membres ainsi composée :

Président : M. Léon Bruman, Conseiller d'Etat, Président de la Commission de l'état-civil.

Secrétaire : M. Edouard Lévy, docteur en droit, secrétaire et rapporteur de la Commission de l'état-civil.

Membres : M. Cormeray, alors sous-directeur de la Direction des Affaires civiles du Ministère de la Justice.

M. Hallynck, sous-chef du bureau des Archives au Ministère de la Guerre, chargé du service de l'état-civil pour la durée de la guerre.

M. Yves Le Trocquer, alors chef de cabinet de M. Augagneur, ministre de la Marine, et actuellement ministre lui-même des Travaux publics.

M. Garcement, greffier de l'état-civil au Tribunal civil de la Seine.

Cette Commission aboutit assez rapidement à

l'établissement d'un texte que le Parlement accepta sans aucune modification.

Le 3 juin 1915, M. Georges Leredu déposait un premier rapport (imprimé n° 979) qui concluait à l'approbation d'un texte, ne comportant que trois articles, lequel fut voté par la Chambre le 17 juin.

Le 8 juillet suivant, M. de la Batut, sénateur, déposait à son tour un rapport (imprimé n° 250) concluant à l'approbation du texte de la Chambre, complété par un article visant les actes de décès des prisonniers français en Allemagne, article qui, d'ailleurs, avait été accepté par la Commission interministérielle, et écarté par le rapporteur de la Chambre des Députés.

Le 26 août 1915, M. Leredu déposa un second rapport (imprimé n° 1.232) qui, cette fois, mettait les deux Chambres d'accord. Aucun débat n'eut lieu à la Chambre des députés pas plus qu'au Sénat, et la loi fut promulguée à la date du 30 septembre 1915.

La loi du 30 septembre 1915 rencontra dans les mairies un accueil très favorable et son application après une courte période de tâtonnements, se fit avec une grande régularité. Toutefois, un certain nombre de points étaient douteux ; ils furent signalés notamment dans un article publié par la revue *Les Lois Nouvelles* et signé du Secrétaire de la Commission interministérielle.

D'autre part, les actes de décès des militaires

et des marins dressés dans la zone de l'intérieur contenaient, eux aussi, presque autant d'erreurs et de lacunes que ceux qui étaient dressés sur le front. Il aurait semblé, cependant, que, loin de la ligne de feu, dans les hospices et autres formations sanitaires, les déclarations de décès auraient dû se faire avec autant d'exactitude que pour les actes de décès dressés en temps de paix. Mais, précisément, les actes correspondant à des décès survenus dans les hôpitaux ont toujours été et sont encore extrêmement défectueux, en raison de l'imprécision des renseignements donnés à l'officier de l'état-civil par les déclarants, c'est-à-dire, en fait, par l'Administration de l'hôpital. Il y avait donc lieu, puisque la loi du 30 septembre 1915 avait donné de bons résultats, d'étendre le champ de son application.

Tel fut, en effet, l'objet d'une proposition de loi, déposée à la date du 16 novembre 1916, par M. Henry Lémery, alors député de la Martinique, et aujourd'hui sénateur de la même colonie (imprimé n° 2690). Dans l'exposé des motifs, non seulement M. Lémery demandait l'extension de la loi de 1915 aux actes de décès dressés soit par les autorités municipales françaises, soit par les autorités des pays alliés ou neutres, mais il formulait des critiques à l'égard de la rectification des actes de l'état-civil par voie judiciaire. En conséquence, le dispositif de sa proposition

de loi concluait à la modification des articles 855 et suivants du Code de procédure civile, modification qui fut ultérieurement réalisée par la loi du 20 novembre 1919, dont l'examen ne rentre pas dans le plan de l'étude que nous nous sommes proposé.

..

La Commission interministérielle fut de nouveau réunie, mais sa composition était légèrement modifiée : M. Le Trocquer avait été remplacé par M. Trayer, chef du service du Contentieux au Ministère de la Marine, et deux nouveaux membres avaient été adjoints à la Commission en la personne de :

M. André Weiss, professeur à la Faculté de droit de Paris, délégué par le Ministère des Affaires Etrangères, et de M. Boué, juge à Lille, nommé peu de temps après chef de bureau au Ministère de la Justice, et aujourd'hui décédé.

Cette Commission se posa d'abord la question de savoir si elle substituerait au texte de la loi de 1915 un texte entièrement nouveau, ou si, au contraire elle n'élaborerait qu'une loi complémentaire. Ce fut pour le premier terme de cette alternative qu'elle opta. Chacun des quatre articles de la loi de 1915 nécessitait des compléments et des éclaircissements, et si l'on avait voulu les maintenir dans leur forme originale, on aurait risqué d'introduire involontairement des contradictions entre la loi de 1915 maintenue dans ses

anciennes dispositions, et la loi nouvelle. Il n'en est pas moins vrai que l'article 14 de la loi du 18 avril 1918, ainsi conçu : « La loi du 30 septembre 1915 est abrogée » ne doit pas être pris au pied de la lettre. Aucune des dispositions de la loi de 1915 n'a, à proprement parler, disparu du texte de la loi de 1918, et, dans le commentaire que nous ferons de cette dernière loi, nous aurons sur presque tous les points à étudier successivement les deux stades de la création législative et les raisons pour lesquelles l'ancienne disposition fut jugée non pas défectueuse, mais insuffisante.

C'est en février-mars 1917 que la Commission interministérielle avait délibéré, mais ce n'est qu'au début de 1918 que le Parlement se saisit effectivement du résultat de ses travaux. A la date du 29 janvier 1918, M. Georges Leredu déposa un rapport (imprimé n° 4254) concluant à l'adoption pure et simple du texte de la Commission interministérielle et, le 15 mars de la même année, M. de la Batut, sénateur, déposa à son tour un rapport dont les conclusions étaient identiques (imprimé n° 105), mais qui était cependant original en ce que le rapporteur accompagnait ses explications de critiques contre certaines pratiques malencontreuses des officiers de l'état-civil militaires dont nous aurons à nous occuper plus loin.

La loi du 18 avril 1918 fut commentée par une circulaire du Garde des Sceaux en date du 27 du même mois, insérée au *Journal Officiel* du 1^{er} mai.

Tel est jusqu'ici l'état de la législation, mais il est possible, bien que la guerre soit finie, que

nous n'en restions pas là. En effet, tout dernièrement un sénateur, M. André Lebert, a déposé sur le bureau de la Haute Assemblée, à la date du 22 juillet 1919 une proposition de loi (imprimé n° 354) tendant à élargir encore le champ d'application de la rectification administrative en l'étendant aux actes de décès des non militaires domiciliés au 2 août 1914 dans l'une des communes envahies par les Allemands pendant la guerre. Cette proposition de loi a été votée par le Sénat à la date du 26 septembre 1919 et elle a été aussitôt après transmise à la Chambre des députés où, jusqu'ici, elle n'a fait l'objet d'aucun rapport. La Commission de la législation civile et criminelle de la Chambre aura à l'examiner très prochainement et il est vraisemblable qu'elle n'y apportera aucune modification.

CHAPITRE DEUXIÈME

MOTIFS ET BUT

DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1915

On aurait pu, à la rigueur laisser subsister la rectification judiciaire en ce qui concerne les actes de décès des militaires et marins, mais elle eût certainement entraîné pour les familles de nos glorieux morts de multiples inconvénients et si la rectification administrative n'était pas absolument indispensable, elle devait être, l'expérience l'a prouvé, beaucoup plus simple et plus rapide que la procédure de droit commun.

A) *Frais*. — Dès avant la guerre, le principal grief articulé contre la rectification judiciaire des actes de l'état-civil est qu'elle entraîne des frais hors de proportion avec la minime formalité poursuivie. Lorsqu'un acte de décès désigne le défunt sous le nom de Monet, alors qu'en réalité le nom patronymique est Monnet, les héritiers sont obligés de déboursier environ soixante-dix francs pour une correction qui, à leurs yeux, ne devrait pas entraîner pour eux une dépense supérieure à quatre ou cinq francs. En cette matière l'assistance judiciaire n'est pas très faci-

lement accordée, à moins que les requérants ne puissent justifier d'une nécessité tout à fait urgente. Quant au Procureur de la République, il a toujours, il est vrai le droit de présenter lui-même la requête, mais il n'en use que lorsque l'ordre public est intéressé, et lui seul est juge de la question de savoir si l'ordre public est en jeu ou non. Dans la pratique, il faut bien reconnaître que les Parquets ne sont guère enclins à se charger d'une instance qui, à leurs yeux, intéresse plus les individus que la société.

Si l'on avait voulu obliger les familles, déjà cruellement éprouvées par la perte de l'un des leurs, à verser soixante-dix francs pour la rectification des actes de décès presque tous défectueux, on eût soulevé dans le pays de vives protestations.

Le tribunal civil de Gien, dans le dispositif d'un jugement rendu le 5 avril 1916 et rectifiant l'acte de décès du soldat Cointepas, décédé à Saint-Mandé (Seine) hôpital Bégoin, le 20 août 1914, avait inséré ce qui suit :

« ... Dit de plus que le présent jugement sera
» écrit et expédié sur papier libre et enregistré
» gratis, l'ordre public étant intéressé à ce que
» les contrôles de l'armée ne puissent être faussés
» par des erreurs viciant les actes de décès... »

Le point de vue du tribunal de Gien n'était malheureusement pas, celui de tous les tribunaux civils et nous pensons que les juges de ce tribunal étaient surtout animés d'un esprit de bienveillance à l'égard des requérants ; mais, étant donné le silence de la loi, il était impossible de

généraliser et surtout de rendre obligatoire cette jurisprudence.

La procédure administrative instituée par la loi de 1915 et par celle de 1918 est entièrement gratuite ; non seulement elle ne coûte pas un centime aux familles, mais elle n'entraîne, ni à la charge de l'Etat, ni à la charge des municipalités, aucune espèce de déboursé.

B) *Lenteurs et formalités.* — Sur ce point la comparaison a été facile à établir. Comme nous le verrons plus loin, la loi de 1915 avait créé la rectification administrative uniquement pour les actes de décès dressés aux armées. Or, il est arrivé, à maintes reprises, que des familles particulièrement éprouvées avaient eu deux enfants morts des suites de leurs blessures, l'un dans une ambulance de la zone des armées, l'autre dans un hôpital de la zone de l'intérieur. Les parents écrivaient au Ministère de la Guerre en vue de faire rectifier les deux actes de décès, mais on leur répondait : « Pour l'acte dressé dans la zone » des armées, ce sera très court, nous nous en » chargeons nous-mêmes ; pour l'acte dressé dans » la zone de l'intérieur, nous ne pouvons pas » répondre du délai, il faut compter un mois au » minimum, peut être deux », nous avons même vu des cas où la rectification judiciaire a demandé près d'une année entière.

A partir de la loi de 1918, tous les actes de décès des militaires ont pu être rectifiés administrativement, mais non pas ceux des anciens militaires réformés, et aujourd'hui encore la

comparaison dont nous venons de parler peut être faite en ce qui concerne la rapidité de l'un et l'autre procédé.

c) *Diversité de Jurisprudence.* — Les procédures de rectification sont, en général, très simples et d'une uniformité quasi-constante ; cependant, certains tribunaux que nous pourrions désigner, ont montré, de 1915 à 1918, des tendances fâcheuses. Le fils du président du tribunal de X... était disparu et, malgré toutes les vraisemblances, le père ne pouvait se faire à l'idée que son fils était mort. En raison de cet état d'esprit, il soulevait toutes sortes de difficultés lorsqu'on lui demandait la rectification d'un acte de décès, objectant que peut-être il y avait erreur sur la personne, alors que les intéressés eux-mêmes ne pouvaient avoir aucun doute.

Dans tel autre arrondissement, au contraire, les rectifications étaient faites avec une telle légèreté que, le plus souvent, un second jugement rectificatif devait intervenir pour corriger le premier.

Dans ces conditions, il était intéressant qu'un organisme central pût procéder à la rectification de tous les actes de décès, en appliquant constamment les mêmes principes ; les Ministères de la Guerre et de la Marine pouvaient facilement être informés de l'identité réelle des défunts, parce qu'ils étaient en relation constante avec les dépôts des corps de troupes et les bureaux de recrutement où se trouvaient les registres matricules. Enfin, en ce qui concerne surtout les actes

de décès, comme nous le verrons plus loin, la rectification est bien plutôt une besogne administrative qu'une enquête judiciaire : il s'agit, par des procédés presque mécaniques, de confronter certaines pièces en vue d'éliminer, par leur simple rapprochement, les erreurs n'ayant pu se glisser dans les plus récentes. C'est une tâche qui incombe naturellement à des employés de bureau plutôt qu'à des juges, dont la tâche consiste surtout à appliquer les règles du droit.

En fait, les tribunaux, comme les administrations de la Guerre et de la Marine, se montrèrent satisfaits des lois de 1915 et 1918, les premiers parce qu'ils furent soulagés d'une tâche ingrate, alors que les rôles étaient surchargés d'affaires proprement judiciaires et que le personnel de la justice civile et criminelle pendant la guerre était considérablement réduit ; l'administration, d'autre part, parce que c'est à elle que dans tous les cas s'adressaient les familles des militaires pour tout ce qui concernait les renseignements qu'elles désiraient avoir sur les circonstances de la mort de leurs enfants et les formalités de toutes sortes consécutives à cette mort.

CHAPITRE TROISIÈME

MÉCANISME GÉNÉRAL DE LA RECTIFICATION ADMINISTRATIVE

Nous aurons à examiner plus loin les différentes modalités que comporte la procédure de la rectification administrative. Pour le moment, nous nous contenterons d'en esquisser les traits généraux en vue de l'opposer à la rectification judiciaire.

M. Leredu, dans son rapport du 3 juin 1915, s'exprimait ainsi :

C'est aux tribunaux, en l'état actuel, qu'il appartient d'ordonner les rectifications qui répareront ces erreurs. De là, une procédure compliquée, de longue durée et relativement coûteuse, si elle n'a pas lieu d'office. En effet, cette procédure comprend la transcription de l'acte sur le registre de l'état-civil, l'avis d'une expédition et l'envoi de cette pièce au Parquet, le rapport d'un juge et les conclusions du ministère public et, enfin, un jugement du tribunal dont copie est transmise au maire et transcrite *in extenso* sur les deux registres, et qui doit, en outre, être mentionnée en marge de l'acte primitif. Une pareille procédure ne répond pas aux nécessités de l'heure présente et ces lenteurs sont nuisibles à l'intérêt des familles.

Cette description est parfaitement exacte, mais, dans les petits tribunaux, la procédure est néanmoins assez rapide, si les magistrats veulent bien

précipiter les formalités, car aucun délai n'est imposé par la loi. Inversement, dans les tribunaux de grandes villes, où le personnel administratif et les expéditionnaires attachés au Parquet sont débordés de besognes, les rectifications judiciaires demandent un temps démesuré. C'est ainsi qu'à notre connaissance, une naissance qui n'avait pas été déclarée dans le délai légal et qui avait néanmoins été dénoncée par la mairie de la commune où elle avait eu lieu, au procureur de la République de l'arrondissement, en 1914, n'avait pas encore en 1918 fait l'objet d'un jugement déclaratif.

La Commission interministérielle avait le choix entre deux procédés. Prenons, par exemple, le cas le plus simple : un acte de décès a été dressé sur le front, et il contient des lacunes d'une évidence telle que les bureaux du Ministère de la Guerre ou de la Marine s'en aperçoivent avant de le transmettre à fin de transcription, au maire de la commune où le défunt était domicilié. L'acte de décès portera, par exemple : « Fils de père et mère dont le nom ne nous est pas connu ». Le Ministère de la Guerre pourra aisément en consultant le matricule du corps auquel appartenait le militaire, obtenir des services du recrutement les renseignements lui permettant de compléter l'acte.

Dans ces conditions, le Ministère de la Guerre pouvait substituer à l'acte incomplet tel qu'il lui arrivait du front, une autre acte complet et exact qui aurait été directement transcrit sur les regis-

tres de la commune du domicile. Il aurait conservé dans ses archives, avec l'expédition originale, un bordereau des additions ou rectifications par lui apportées. De la sorte le maire de la commune aurait transcrit un acte semblable à ceux pour lesquels aucune rectification ne serait intervenue et, dans la transcription il aurait été impossible de distinguer ce qui se trouvait ou ce qui ne se trouvait pas dans l'original dressé au front. Ce système avait l'avantage de réduire au minimum le travail des mairies et de donner à l'acte transcrit le maximum de clarté.

Cependant c'est pour le système opposé que se prononça la commission interministérielle et c'est le système opposé qui passa dans les lois de 1915 et de 1918. Lorsque la copie de l'acte dressé sur le front arrive entre les mains du Ministre de la Guerre, si celui-ci possède les renseignements nécessaires pour combler les lacunes ou corriger les erreurs, il envoie au maire du domicile la copie incomplète ou erronée, en y ajoutant une mention additive ou rectificative signalant les lacunes ou les erreurs. Le maire devra de son côté transcrire d'abord l'acte original avec toutes ses imperfections et, à la suite, la mention additive ou rectificative. Ce procédé a évidemment l'inconvénient de compléter le travail des mairies et d'introduire dans la transcription une certaine confusion. Le commencement de l'acte est en contradiction avec la fin : une lecture rapide peut induire en erreur ceux qui en prennent une connaissance superficielle.

L'avantage du procédé est qu'il répartit nettement les responsabilités. Il pourrait se faire, en effet, et il s'est produit en réalité, que des actes exacts ont été rectifiés à faux et que des erreurs ont été introduites par les rectifications elles-mêmes. Il importe que le maire qui transcrit et la famille du défunt puissent savoir à qui incombe l'indication dans les actes de telle ou telle mention. (*Journal Officiel* du 10 juillet 1916, réponse du Ministre de la Guerre à une question de M. Nègre, sénateur).

D'autre part, le premier système aurait offert cet inconvénient que la transcription n'aurait ressemblé que de très loin à l'acte original tel qu'il figurait sur les registres de l'officier de l'état-civil militaire. Or, ces registres doivent être déposés aux archives du Ministère de la Guerre, soit comme l'indique l'avant-dernier alinéa de l'article 95 du Code civil, « au jour du » passage des armées sur le pied de paix ou de » la levée de siège », soit, lorsque la campagne dure plusieurs années, au fur et à mesure qu'il n'y a plus de place pour inscrire de nouveaux actes. Une fois ces registres déposés aux archives, le Ministre de la Guerre fait apposer en marge des actes par lui rectifiés une mention semblable à celle qui est transcrite à la suite des mêmes actes dans les communes où étaient respectivement domiciliés les défunts. Si l'on avait substitué, pour la transcription, un acte nouveau à l'acte original, il eût été impossible d'apposer en marge du registre conservé aux archives du

Ministère la mention qui figurait déjà sur les registres municipaux.

Bien que les lois de 1915 et de 1918 n'aient donné lieu sur ce point à aucune difficulté d'application, nous ne sommes pas convaincus que le premier système n'était pas, malgré tout, le meilleur. Il va de soi qu'il était peut-être d'un maniement plus délicat. Etant donné que le personnel du Ministère de la Guerre affecté à ce service, bien que dirigé par un chef exceptionnellement intelligent et expérimenté, se composait de soldats du service auxiliaire doués en général de peu d'initiative, il eût été peut-être dangereux de leur faire reconstituer des actes parfaits avec les éléments de rectification d'actes imparfaits. Cette orthopédie administrative, — si nous osons nous servir de cette expression, — exige du soin et du tact, et aurait pu aboutir entre des mains maladroites à des actes encore plus imparfaits que ceux qu'il s'agissait de rectifier. Mais nous ne doutons pas que quelques jours d'une pratique en somme assez simple, auraient donné aux employés chargés de cette tâche le tour de main nécessaire pour s'en tirer honorablement, et les mairies, comme les familles, seraient entrées en possession d'un acte relativement court, et, en tout cas, facile à interpréter.

Nous disons “ relativement court ” car les plaintes sur ce point ont été générales. Nous en trouvons l'écho dans les travaux parlementaires énumérés plus haut ; aussi bien M. Lemery que M. Leredu et M. de la Batut se plaignent :

« Que les actes de décès dressés au front soient
» d'une longueur déraisonnable, en raison de
» l'indication d'une foule de détails inutiles. Sui-
» vant qu'un soldat meurt dans un hôpital de
» l'intérieur ou dans une tranchée, la longueur
» de l'acte variera du simple au triple pour énu-
» mérer les mêmes énonciations concernant
» l'identification, la filiation et l'état matrimonial
» du défunt. »

Et pourtant malgré cette longueur des actes dressés dans la zone des armées, nous verrons plus loin qu'ils omettaient le plus souvent certaines indications essentielles que ne manquaient pas de mentionner les actes dressés dans la zone de l'intérieur.

En résumé, la substitution du Ministère de la Guerre et du Ministère de la Marine à l'intervention des tribunaux a permis d'obtenir, comme le constatait M. Leredu, dans son rapport du 29 janvier 1918, une procédure pratique, rapide et entièrement gratuite pour les familles, en même temps qu'elle a permis, aux tribunaux civils, comme le constate M. Lemery, de consacrer plus de temps à la juridiction contentieuse.

CHAPITRE QUATRIÈME

RESTRICTION DE LA RÉFORME AUX ACTES DE DÉCÈS.

Bien que la loi de 1918 porte pour titre : « Loi relative à la rectification administrative des actes de l'état-civil dressés pendant la durée de la guerre », il y a lieu de constater que telle n'est point la portée de la loi de 1918, pas plus, au reste, que celle de la loi de 1915.

Tout d'abord les seuls actes de l'état-civil susceptibles d'être rectifiés administrativement sont les actes de décès et cela pour deux raisons.

Tout d'abord la loi ne s'appliquait qu'aux actes dressés « aux armées » par des officiers de l'état-civil militaires. Or, la très grosse majorité de ces actes, pour ne pas dire la presque unanimité, sont des actes de décès. Les registres dont se servent les officiers de l'état-civil aux armées sont composés de feuillets imprimés à l'avance, dont il ne reste plus qu'à remplir les blancs, et la formule imprimée ne peut servir que pour des actes de décès. Toutefois, à la fin du registre, on laisse deux ou trois feuillets non imprimés pour le cas où l'officier de l'état-civil aurait à recevoir, par

exemple, des déclarations de reconnaissances d'enfants naturels. Quant aux actes de naissance ou de mariage aux armées, il nous est difficile d'en donner même approximativement le chiffre, mais en admettant que, pour toute la durée de la guerre, il ne dépasse pas cent ou deux cents, nous croyons rester dans les limites de la vraisemblance.

Le second motif est tout différent. Même en temps de paix et pour les actes de l'état-civil dressés par les municipalités, la rectification des actes de décès est plus facile que celle des actes de naissance, par exemple, car il suffit de rapprocher l'acte de naissance du défunt de son acte de décès pour reconnaître immédiatement les lacunes ou les erreurs de ce dernier. Au contraire, lorsqu'on demande la rectification d'un acte de naissance ou d'un acte de mariage, il arrive parfois que la demande en rectification pure et simple dissimule une demande relative à une question d'état proprement dite. Souvent le Tribunal civil reconnaît que la Chambre du conseil est incompétente pour statuer sur des demandes de cette sorte et l'avoué retire alors sa requête.

Les actes de décès sont, d'ailleurs malgré l'extrême simplicité de leur rédaction, ceux qui prêtent le plus à des erreurs. La mort survient, même en temps de paix, à un moment parfois tout à fait inopiné. Parmi les personnes qui se trouvent au chevet du défunt, il se peut qu'aucune n'ait à sa disposition des pièces établissant d'une

façon incontestable son véritable état-civil, on se contente de déclarations plus ou moins hasardeuses et, s'il n'y a pas un plus grand nombre de rectifications d'actes de décès, cela tient seulement à ce que dans la vie on a beaucoup moins souvent occasion de produire une expédition d'acte de décès qu'une expédition d'acte de naissance.

La loi de 1915 et celle de 1918 ne laissent place d'ailleurs à aucune ambiguïté. L'article premier commence ainsi dans l'une et dans l'autre :

« Les actes de décès des militaires... etc. ». Néanmoins il y eut au début quelques erreurs et nous en citerons une, qui est assez amusante. A la mairie du X^e arrondissement de Paris, le bureau des naissances comptait parmi ses employés un réfugié, M. Darey, ancien chef des bureaux de la mairie de Charleville. Dans le dernier trimestre de 1915, M. Darey reçut du Ministère de la Guerre, à fin de transcription un acte de reconnaissance d'enfant naturel dressé sur le front. A l'envoi était jointe une note, où il était dit que, par application de la loi du 30 septembre 1915, la mairie du X^e arrondissement devait vérifier si les énonciations de l'acte étaient exactes, avec injonction, en cas d'inexactitudes, de ne pas transcrire, mais de renvoyer l'acte au Ministère de la Guerre à fin de rectification administrative. M. Darey renvoya l'acte, en effet, mais en l'accompagnant d'un avis dans lequel il exprimait son étonnement, parce que la loi du 30 septembre 1915 ne s'appliquait *expressis verbis* qu'aux actes de décès. Trois se-

maines plus tard, le Ministère de la Guerre envoya à la mairie du X^e arrondissement une nouvelle lettre, où il demandait pourquoi on n'avait pas opéré la transcription. M. Darey expliqua à nouveau le motif de sa conduite et le ministère retourna l'acte, cette fois à fin de transcription pure et simple.

CHAPITRE CINQUIÈME

DURÉE D'APPLICATION

DE LA RECTIFICATION ADMINISTRATIVE

La loi de 1918, nous l'avons vu, indique dans son début, qu'il s'agit des actes dressés pendant la durée de la guerre. Sur ce point encore le titre est trompeur. L'article premier dit que la rectification administrative s'appliquera aux actes de décès « dressés depuis le 2 août 1914 jusqu'à la » date qui sera fixée par décret après la cessation » des hostilités ».

Il est bien certain que cette date ne se confond pas avec la cessation des hostilités elle-même. La loi du 23 octobre 1919, aux termes de laquelle on ne doit pas tenir compte de la terminologie employée dans les lois, décrets, règlements et qui considère comme équivalentes les expressions telles que : « pendant la durée de la guerre », « jusqu'à la fin de la guerre », « jusqu'à la cessation des hostilités », etc, ne s'applique évidemment pas à la loi du 18 avril 1918, puisque cette loi parle d'un décret postérieur à la cessation des hostilités. D'ailleurs, dans son rapport du 29 janvier 1918, M. Leredu précise que le *dies ad quem* de l'application de la loi sera fixé par

décret « parce que des décès se rattachant aux » circonstances de la guerre surviendront même » après la fin des hostilités ». On peut même dire que certains de ces décès surviendront longtemps après la fin des hostilités. Il suffit, pour que la loi soit applicable, que la mort résulte d'une maladie ou d'une blessure dont l'origine remonte à la période de guerre et que, d'autre part, le décédé soit encore au jour de sa mort, militaire ou marin de l'Etat.

Il y a lieu, en outre, de préciser ; il n'est pas dit qu'au jour de ce décret la rectification administrative ne jouera plus. Au contraire, la rectification administrative jouera pour tous les actes dressés entre le 2 août 1914 et la date fixée par le décret spécial. Il pourra arriver que l'erreur ou l'omission relative à un acte dressé en 1918 ne soit reconnue par exemple qu'en 1923 ou 1924. Il semble même que les pouvoirs publics ne soient pas très pressés de prendre le décret auquel fait allusion la loi de 1918 étant donné que cette loi fonctionne à la satisfaction de tous. Il ne serait pas surprenant que le décret annoncé ne parût jamais ou, tout au moins, qu'il ne parût que très tard (1).

(1) C'est ainsi que le décret du 7 mars 1919, sur le mariage des militaires, règle la question « jusqu'à un décret ultérieur », (*Journal Officiel* du 14 mars 1919), mais M. Reymoncq, député, ancien sénateur, ayant demandé au Ministre de la Guerre « si le décret du 7 mars doit être considéré comme provisoire » ou comme définitif », le Ministre lui répondit : « Aucune modification n'est envisagée quant à présent à la réglementation actuelle du mariage des militaires ». (*Journal Officiel* du 13 avril 1920, page 902, col. 3).

D'ailleurs, comme nous le verrons, au moment où il semblerait que la rectification administrative dût disparaître en raison de la fin des circonstances qui y ont donné lieu, on songe à la perpétuer et dans la proposition de loi de M. le sénateur André Lebert dont nous parlerons plus loin, on l'étend à des personnes qui n'ont été visées ni par la loi de 1915, ni par celle de 1918.

CHAPITRE SIXIÈME

L'ORIGINAL

I. — Actes dressés en France

En principe, d'après la loi du 30 septembre 1915, pour qu'un acte de décès pût être rectifié administrativement, il fallait que l'original eût été dressé « aux armées », c'est-à-dire par l'un des officiers de l'état-civil militaire énumérés dans l'article 93 du Code civil. A vrai dire, dès cette époque, les actes de décès des militaires et des marins dressés par les municipalités dans la zone de l'intérieur étaient nombreux ; ceux des blessés de guerre qui n'étaient pas intransportables étaient éloignés autant que possible du front et beaucoup d'entre eux mouraient dans les hôpitaux du Midi ou de l'Ouest.

Cependant, la Commission interministérielle, tout au moins à cette époque, ne songea pas à appliquer la rectification administrative aux actes de décès municipaux, et cela pour deux raisons ; on estimait que, si les actes de décès dressés aux armées étaient incomplets ou défectueux, la cause principale était que les rédacteurs d'actes n'avaient pas à leur disposition les renseignements indis-

pensables pour réunir tous les éléments constitutifs de l'état-civil des défunts tandis que, dans la zone de l'intérieur, pendant le séjour à l'hôpital antérieur au décès, le gestionnaire pouvait aisément se mettre en rapport avec la famille ainsi qu'avec le dépôt, de façon à pouvoir, lors de la rédaction de l'acte de décès, éviter, dans la mesure du possible, les chances d'erreurs.

D'autre part, la Commission interministérielle se demandait si le ministre de la Guerre ou le ministre de la Marine n'excéderait pas ses pouvoirs en retouchant un acte dressé par des officiers d'état-civil non militaires. Il est bien entendu qu'un officier de l'état-civil, quel qu'il soit, militaire ou non, ne peut, après avoir dressé les actes, leur apporter de son propre chef des modifications. Une autorité supérieure gardienne de l'état-civil des personnes peut seule rectifier les erreurs et compléter les lacunes. Cette autorité, pour les actes de l'état-civil municipaux, était l'autorité judiciaire, autrement dit le tribunal civil ; pour les actes de l'état-civil dressés aux armées par des officiers, l'autorité judiciaire était, elle aussi, compétente jusqu'à la loi de 1915, mais l'autorité judiciaire rectifiait, en réalité, les transcriptions de ces actes sur les registres municipaux. L'on pouvait admettre que le ministre de la guerre avait le droit d'ordonner directement la rectification sur les registres tenus aux armées par les officiers de l'état-civil militaire. De là à admettre que le ministre de la Guerre pouvait également rectifier les transcriptions d'actes de l'état-civil

d'origine militaire, il n'y avait qu'un pas. C'est ce pas qu'a franchi la loi de 1915, sans oser aller au-delà.

La loi de 1918 est, au contraire, allée jusqu'aux dernières conséquences de la réforme, et elle a permis au ministre de la Guerre et au ministre de la Marine de rectifier les actes de décès dressés directement sur registres municipaux et concernant des militaires et des marins. En effet, les deux raisons énumérées plus haut qui avaient arrêté la Commission interministérielle en 1915 n'étaient péremptoires ni l'une ni l'autre.

La pratique démontra bientôt que les actes de décès des militaires et marins étaient tout aussi viciés par des erreurs et des omissions, qu'ils fussent dressés dans la zone de l'intérieur ou dans la zone des armées. Qu'un soldat breton fut transporté blessé dans un hôpital d'Auvergne, l'hôpital se contentait, jusqu'au décès inclusivement, des renseignements fournis par le livret individuel du soldat ou par ses déclarations antérieures. La proportion des actes erronés était formidable. On peut dire que, même pour les actes dressés dans la zone de l'intérieur elle n'est jamais descendue au-dessous de 80 %. Dans les premiers mois de la guerre, elle dépassait de beaucoup 90 %.

La ligne de démarcation entre les actes de décès militaires et les actes de décès municipaux n'était pas très nette dans les villes de l'arrière-front. A Verdun, à Nancy, à Bar-le-Duc, il arrivait souvent que pour le décès d'un seul militaire deux

actes de décès fussent dressés, l'un par le gestionnaire de l'hôpital, l'autre par la mairie. Dans la zone des armées, comme nous l'expliquerons tout à l'heure, tous les officiers gestionnaires n'étaient pas nécessairement officiers de l'état-civil au sens de l'article 93 du Code civil, mais inversement certains d'entre eux avaient cette qualité bien en arrière de la ligne de feu, puisque pendant très longtemps dans la commune de La Courneuve (Seine), où se trouvaient une grande gare et un hôpital d'évacuation, les décès militaires n'étaient l'objet d'aucun acte dressé à la mairie, La Courneuve était restée pendant une très longue période dans la zone des armées. Lorsque les deux actes de décès étaient dressés concernant le même soldat, ils étaient l'un et l'autre envoyés, pour transcription à la mairie du dernier domicile du défunt. Le fait était fréquent, et le maire était alors plongé dans un grand embarras. Conformément aux instructions reçues, il transcrivait le premier des deux actes qui lui parvenait, ce qui nécessitait une attention soutenue car, à plusieurs reprises des maires ont, sans s'en apercevoir, transcrit sur leurs registres les deux actes de décès relatifs à un même militaire.

Le mal n'était pas très grand si les deux actes coïncidaient en tous les points, mais il n'en était presque jamais ainsi. D'abord, les actes de décès des militaires sont imprimés à l'avance d'après des formules conçues en un style archaïque, prolix et même parfois peu intelligible, tandis

que les actes de décès civils étaient dressés d'après le Formulaire général de 1913.

Une seconde différence résulte de ce que les actes de décès civils étaient dressés très rapidement, le maire ne donnant le permis d'inhumer qu'une fois l'acte dressé. Au contraire, pour les actes de décès militaires, il n'était pas rare de les voir établir non seulement plusieurs mois après le décès mais même plusieurs mois après que l'officier de l'état-civil avait entre les mains les éléments de sa rédaction, lorsqu'il n'était pas très sûr de l'exactitude des prénoms, de l'orthographe du nom ou de la filiation. Dans ces conditions, celui des deux actes qui arrivait le premier à la mairie du domicile du défunt était généralement l'acte non militaire.

Dès 1915, on sentit les inconvénients de cette dualité, mais la question se posa alors de savoir qui des deux, officier de l'état-civil militaire, ou officier de l'état-civil non militaire, devait s'abstenir et respecter la compétence exclusive de l'autre.

A première vue, on aurait pu croire que les municipalités offraient des avantages difficilement contestables. Les officiers de l'état-civil municipaux avaient pour eux leur vieille expérience ; les militaires n'étaient devenus officiers de l'état-civil qu'en raison de la guerre, et un grand nombre d'entre eux manifestaient dans la rédaction des actes une maladresse navrante. Les actes municipaux sont dressés sur deux registres, qui, au bout de l'année, sont conservés dans des

locaux séparés et, par là même, présentent des garanties de conservation plus sérieuses que celles de l'unique registre tenu par les officiers de l'état-civil militaire. Enfin, lorsqu'un acte de décès était dressé directement sur un registre municipal il pouvait en être immédiatement délivré des extraits pour les besoins des familles. Au contraire, lorsqu'un acte était dressé sur un registre militaire, il fallait attendre sa transcription sur les registres du dernier domicile, d'où difficulté supplémentaire à l'égard des militaires dont le domicile se trouvait dans les communes occupées par l'ennemi. D'ailleurs, il était à prévoir que, si les parents du défunt étaient avisés que leur enfant était décédé dans une grande ville comme Nancy ou Verdun, où l'on pouvait supposer que les administrations publiques continuaient à fonctionner normalement, ceserait à la mairie de cette ville qu'ils s'adresseraient immédiatement pour obtenir la copie de l'acte de décès du militaire décédé.

Cependant c'est la solution inverse qui prévalut, et ce fut l'autorité civile qui dut céder le pas à l'autorité militaire pour l'établissement des actes de décès des soldats morts dans la zone de l'arrière-front, mais ceci demande quelques explications d'ordre technique.

Parmi les formations sanitaires de la zone des armées, il y avait deux groupes essentiellement différents, qui ont souvent existé dans la même ville, et parfois même porte à porte ; à savoir les

ambulances d'étapes et les hôpitaux complémentaires dépendant des régions.

Les ambulances d'étapes dépendaient du général directeur des étapes et services (D. E. S.), à partir de 1917, directeur d'étapes des groupes d'armées (D. E.). Par exemple à Bar-le-Duc se trouvait la D. E. S. de la 2^e armée, comme il y avait, en une autre ville, la D. E. Z. U. S. Direction des étapes de la zone de l'armée américaine. Dans la même ville de Bar-le-Duc il y avait l'hôpital complémentaire de la 6^e région et, à Nancy, celui de la 20^e région. Or, dans le début, on a considéré que ces derniers n'étaient pas des formations mobilisées au sens de l'article 93 du Code civil et que les gestionnaires ne pouvaient dresser eux-mêmes les actes de décès, tandis que, au contraire, les gestionnaires des ambulances d'étapes avaient qualité d'officiers de l'état-civil et n'étaient pas tenus de déclarer leurs décès aux municipalités. On peut dire que les hôpitaux complémentaires dépendant des régions se trouvaient, quoique dans la zone des armées, dans une situation comparable aux ambulances de la zone de l'intérieur et aux hôpitaux militaires, comme le Val-de-Grâce à Paris.

A priori on pourrait supposer que cette distinction a un caractère de pure chinoiserie administrative. En pratique, cependant, elle se justifiait très bien. Les ambulances d'étapes étaient des formations mobiles, l'une d'elles pouvait être mise au repos à Bar-le-Duc pendant deux ou trois mois, puis être appelée à l'avant. Partout où

elle se trouvait, elle emmenait avec elle son registre des actes de décès.

Dans la pratique, les choses se compliquèrent en raison de ce fait que la zone des armées fut tantôt étendue, tantôt réduite suivant les fluctuations de la bataille, ainsi que la zone des pouvoirs du général en chef. En 1918, au moment du recul de nos armées, on décida que tous les hôpitaux complémentaires dépendant de Bar-le-Duc seraient considérés comme hôpitaux de la zone des armées. La mairie de Bar-le-Duc avait, au début, reçu des remontrances pour n'avoir pas dressé les actes correspondant au décès survenus dans les hôpitaux complémentaires. Elle obtempéra aux ordres, qui lui furent alors donnés, puis, un jour, on lui déclara qu'elle n'avait plus à dresser les actes correspondant à des décès survenus dans ces mêmes hôpitaux. Etant donné ces instructions qu'elle pouvait de bonne foi considérer comme contradictoires, la mairie de Bar-le-Duc résista et refusa de délivrer les permis d'inhumer si elle ne dressait pas elle-même les actes de décès. Pour lui donner satisfaction à elle ainsi qu'aux autres mairies manifestant les mêmes exigences, le gestionnaire fit des déclarations de décès plus ou moins parfaites, se réservant de dresser un acte plus complet et plus sûr lorsqu'il aurait obtenu des renseignements sur l'identité du défunt complétant ceux qui étaient donnés par les déclarants. D'ailleurs, contrairement à ce qu'on aurait pu croire et à ce que nous avons dit plus haut, les familles s'adressaient presque tou-

jours au ministre de la Guerre pour avoir, soit l'acte de décès lui-même, soit des renseignements relatifs au décès.

Avant la loi de 1918, il arrivait, par jour, dans les bureaux des actes de décès du Ministère de la Guerre jusqu'à 12.000 pièces. Les familles écrivaient même pour demander la rectification des actes de décès des militaires dressés dans les mairies. Au début le Ministère répondait que cette rectification ne le regardait pas et qu'il fallait s'adresser soit à un avoué, soit au Procureur de la République. Ces réponses mécontentèrent profondément les parents et on dut renoncer presque immédiatement à cette fin de non-recevoir. Il en résulta que le Ministère se constituait, pour ainsi dire, l'avoué des familles. A ce point de vue, comme nous le verrons, la loi de 1918 a simplifié les écritures en étendant la rectification administrative même aux actes dressés dans la zone de l'intérieur.

La distinction fondamentale qu'avait établie la Commission interministérielle en 1915 entre les actes dressés aux armées, pour lesquels la rectification administrative était possible, et les actes dressés par les autorités municipales pour lesquels elle ne l'était pas, perdait donc de jour en jour de son importance. Le député de la Martinique aujourd'hui sénateur, M. Lémery, déposa la proposition de loi dont nous avons déjà parlé, dont le principe fut accepté par la Commission interministérielle et ensuite par le Parlement, si bien qu'aujourd'hui encore les actes de décès

dressés par les autorités municipales concernant des militaires et des marins peuvent être rectifiés administrativement.

La Commission interministérielle et la loi de 1918 y ont assimilé les actes de décès dressés par les consuls de France à l'étranger. A vrai dire, ces actes, dont nous ignorons le nombre, concernant des militaires ont dû être très peu nombreux, mais il n'y avait aucun motif de les exclure du bénéfice de la loi.

CHAPITRE SEPTIÈME

L'ORIGINAL

II. — Actes dressés à l'étranger

Dès 1915, la Commission interministérielle avait étendu la procédure de la rectification administrative aux actes de décès des prisonniers français en Allemagne sans qu'on pût expliquer pourquoi le texte primitivement voté par la Chambre des députés, le 17 juin 1915, élimina cette disposition. Elimina n'est peut-être pas le mot tout à fait exact : il semble bien que l'article ne lui ait même pas été transmis, puisque, lorsqu'il fut rétabli par le Sénat, le rapporteur de la Chambre, M. Leredu, ne fit aucune opposition et son rapport en parle même comme s'il s'agissait d'une innovation du Sénat non encore soumise à la Commission de la Chambre des députés. Que s'était-il passé exactement ? Il est difficile de le savoir.

Les actes de décès des Français morts en territoire ennemi, actes transmis aux autorités françaises par la voie diplomatique pendant le cours même de la guerre, étaient remplies d'erreurs relatives, soit à l'orthographe des prénoms et

noms, soit au lieu de naissance et de domicile, etc. Les renseignements relatifs à la filiation ou à l'état matrimonial du défunt manquaient le plus souvent. Il n'y avait d'ailleurs pas lieu de s'en étonner, puisqu'il en était fréquemment ainsi même pour les actes dressés en France. Il était certain, et il est certain aujourd'hui encore, que la constatation des décès de Français prisonniers en Allemagne ne pouvait officiellement résulter que des actes dressés par les autorités allemandes et transmis par elles, directement ou indirectement, aux autorités françaises. Ces transmissions exceptionnelles pendant la durée des hostilités sont devenues très nombreuses depuis leur cessation. Bien que les actes originaux eussent été dressés pendant la guerre, on les compte aujourd'hui, paraît-il par plusieurs milliers. Dans l'état de la législation antérieur à la loi de 1915, aucune disposition ne permettait aux autorités françaises de délivrer aux familles des expéditions de ces actes, non plus que d'en assurer la transcription au lieu du domicile, ni, à fortiori de les faire rectifier par jugements, encore moins par voie administrative. Cependant, les raisons qui militaient en faveur de l'ensemble des dispositions qui ont constitué la loi de 1915, s'appliquaient avec la même force aux actes de décès des prisonniers. C'est pourquoi la loi de 1915 n'a pas hésité, dans son article 3, à ordonner la transcription et la rectification administrative des actes de décès des prisonniers français en Allemagne.

La loi de 1918 est allée beaucoup plus loin : elle a étendu la rectification administrative aux actes de décès des militaires et marins dressés soit dans les pays neutres, en Suisse par exemple, où les prisonniers malades étaient internés en vertu d'un accord passé entre la France et l'Allemagne, soit dans les pays alliés, où un certain nombre de soldats français combattaient pour la cause commune.

L'affaire du *Léon Gambetta* vint démontrer la nécessité d'une intervention législative en cette matière.

Le cuirassé *Léon Gambetta*, dont le port d'armement était Brest, avait été torpillé dans la mer Ionienne, le 27 avril 1915 : 137 personnes furent sauvées et il y eut 683 morts, parmi lesquelles 59 cadavres furent retrouvés. Conformément à la loi du 8 juin 1893, le Tribunal civil de Brest rendit, à la date du 28 juin 1915, un jugement déclarant le décès des 624 disparus. Quant aux 59 autres décédés, ils avaient tous été identifiés après le naufrage et les autorités municipales italiennes de Castrignano del Capo dressèrent leurs actes de décès. Tous ces actes, sans exception, contenaient ou des lacunes ou des erreurs, mais on connaissait le domicile des 59 intéressés.

Ces actes de décès furent traduits et déposés au Ministère des Affaires Etrangères ; des 59, 3 seulement étaient domiciliés à Brest. Quel tribunal civil pouvait rectifier ces actes ? Quel

Procureur de la République devait présenter la requête à fin de rectification ? Le Tribunal de Brest était-il compétent ? La loi de 1893 était évidemment inapplicable à ces 59 actes : était-ce le Tribunal de Paris qui était compétent en raison du dépôt fait au Ministère des Affaires Etrangères ? Le Parquet de la Seine se jugea d'abord incompetent. Les actes de décès devaient-ils être rectifiés par les tribunaux civils des domiciles respectifs des défunts, mieux placés pour bien juger ? Mais leur compétence n'eût été possible qu'après la transcription des actes dans les mairies respectives des domiciles. Or, cette transcription n'avait pas eu lieu. Le Procureur général près la Cour d'Appel de Paris, contrairement à l'avis du Parquet du tribunal civil de la Seine, estima que le dépôt d'actes de décès au Ministère des Affaires Etrangères équivalait à une transcription. Il rappela que, chaque fois que le Tribunal de la Seine avait été saisi de requêtes tendant à la rectification d'actes transmis au Ministère des Affaires Etrangères et non transcrits ailleurs, il s'était reconnu compétent (Tribunal de la Seine, 28 avril 1883, *La Loi* du 16 juin 1885 — 14 août 1894, Chambre du Conseil — 31 mars 1896, 1^{re} Chambre, Dalloz 1899. 2. 390).

En conséquence, le 31 août 1915, le Tribunal civil de la Seine sous la présidence de M. Lemoine rendit 33 jugements rectificatifs intéressant les victimes du torpillage du *Léon Gambetta* et demanda des renseignements complémentaires d'identité pour 27 actes de décès pour lesquels

la rectification judiciaire eut lieu plus tard dans la même forme.

En raison des difficultés qu'avait soulevées cette affaire, à laquelle fait allusion M. Lémery dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, la loi de 1918 décida que tous les actes de décès des militaires survenus à l'étranger seraient transcrits sur les registres de l'état civil de leurs domiciles respectifs et que la rectification pourrait en être faite administrativement. Depuis la loi de 1918, l'application de cette disposition n'a rencontré aucune espèce de difficulté.

CHAPITRE HUITIÈME

L'ORIGINAL

III. — Actes dressés aux colonies et en mer

En ce qui concerne les actes dressés aux colonies, nous avons peu de choses à ajouter à ce qui a été dit précédemment. Cependant une particularité est à noter. En France, les registres sont tenus en double ; un des *deux* registres reste indéfiniment dans les archives de la mairie, l'autre, à la fin de chaque année, est envoyé au greffe du Tribunal civil. On veut éviter par là qu'un incendie, par exemple, puisse détruire en même temps les deux doubles, en cas de destruction d'un des deux doubles, la reconstitution de l'autre offrant peu de difficulté. Nous devons reconnaître, toutefois, que cette précaution n'est efficace que si les deux dépôts sont suffisamment éloignés l'un de l'autre. Or, il n'en est pas toujours ainsi : à Yssingeaux (Haute-Loire), la mairie et le tribunal civil sont dans le même immeuble, l'un au rez-de-chaussée, l'autre au premier étage. Dans le même département à Brioude, la mairie et le tribunal civil sont l'un et l'autre au rez-de-chaussée d'un même immeuble, mais aux deux

extrémités du bâtiment. Il est bien certain que, dans ces conditions, la séparation des deux registres n'offre qu'une garantie illusoire.

Aux colonies, les registres sont tenus en *trois* exemplaires : les deux premiers sont traités exactement comme les registres municipaux de la métropole, le troisième à la fin de chaque année, est envoyé à Paris, au Ministère des Colonies. C'est grâce à cette sage précaution que, lors de l'éruption de la Montagne Pelée, on put reconstituer sans trop de difficultés tous les registres de Saint-Pierre de la Martinique sauf ceux de l'année courante.

Les actes de décès des militaires et marins dressés pendant la guerre aux colonies n'ont pas été beaucoup plus nombreux qu'en temps de paix, exception faite toutefois des colonies qui, comme le Gabon, étaient limitrophes d'une colonie allemande et où, par conséquent on pouvait ramener des soldats blessés dans la zone des combats ; néanmoins la rectification administrative pourrait être préconisée comme une mesure permanente à l'égard des décès des militaires coloniaux, surtout dans les colonies encore jeunes et qui ne sont pas, comme la Martinique ou la Réunion, organisées à peu près comme un département français.

En ce qui concerne les actes de décès des militaires et marins dressés en mer, il y a lieu

de faire une distinction suivant que le décès s'est produit à bord d'un bateau de l'Etat ou sur un navire de la marine marchande. Pour le second groupe, les actes sont dressés à la suite des rôles d'équipage et c'est à l'inscription maritime, dont les secteurs, dits quartiers, sont répartis sur le littoral, que sont déposés les rôles d'équipage des navires du commerce lors de leur désarmement à la fin de chaque voyage maritime. Au contraire c'était au Bureau des armements (service à la mer) que se conservaient autrefois les rôles d'équipage des navires de guerre, alors qu'il y avait un bureau des revues (service à terre). Aujourd'hui armement et revues sont fusionnés sous le titre de service de la solde, dirigé par un commissaire de la marine, service qui correspond à l'intendance de l'armée de terre. Le registre tenu à bord des navires de guerre est envoyé, à la fin de chaque année, au bureau de la solde, même si à ce moment-là, le navire se trouve aux antipodes ; la transmission se fait par les moyens postaux ordinaires.

En ce qui concerne le décès d'un militaire survenu à bord d'un navire de la marine marchande, deux sous-distinctions sont nécessaires : quelquefois certains de ces bateaux ont transporté des unités constituées. Ce fut le cas, notamment du 4^e Tirailleur. Pour ces navires, il y avait à bord un officier de l'état civil considéré comme étant « aux armées ».

Tout part de ce principe que la marine marchande prête ses bateaux à l'Etat et que les auto-

rités militaires y sont maitresses pour tout ce qui concerne les troupes.

Au contraire, quand il s'agit d'un militaire isolé, en service commandé sur un bateau marchand, par exemple, un manipulateur de T. S.F. prêté à un charbonnier, l'autorité militaire abdique en quelque sorte son autorité sur lui et l'acte de décès, s'il y a lieu, est dressé comme celui d'un passager. C'est le commissaire du bord qui dresse l'acte suivant les règles du droit commun.

CHAPITRE NEUVIÈME

LES DÉCÉDÉS

La liste des personnes auxquelles s'applique la rectification administrative est beaucoup plus brève dans la loi de 1915 que dans la loi de 1918. L'article premier de la loi de 1915 disait simplement : « Les militaires et marins ». Il est permis de supposer que dans l'idée du législateur le mot « Marins » ne visait que les marins de l'Etat, c'est-à-dire les marins militaires. Toutefois, on aurait pu se demander si la loi s'appliquait à des marins de commerce morts, par exemple, au cours d'un torpillage, surtout lorsque les bateaux de commerce étaient armés de canons.

La loi de 1918 précise qu'il ne s'agit que des marins de l'Etat. Par conséquent, pour tous les marins du commerce, même décédés au cours d'opérations militaires, la rectification ne peut avoir lieu que par la voie judiciaire.

La loi de 1918 ajoute à la liste de 1915 deux catégories nouvelles ; tout d'abord les personnes employées à la suite des armées. Cette expression se trouvait déjà à l'article 93 alinéa premier, du Code civil (loi du 8 juin 1893), mais le nombre de ces personnes était devenu au début de la guerre

de 1914 insignifiant ; en effet, il n'y a plus de cantiniers dans la zone des armées, et les cantiniers et autres auxiliaires du même ordre sont tous militarisés. On peut cependant, citer de nos jours encore, comme employés à la suite des armées, les peintres civils chargés du camouflage. Il est bien entendu que tous ceux qu'on a appelés les mercantis et qui étaient autorisés à l'arrière du front à vendre aux soldats différents objets d'alimentation, de la mercerie, etc., ne sont pas et n'ont jamais été considérés comme employés à la suite des armées.

L'article 7 de la loi de 1918 vise encore une seconde catégorie de personnes qui, logiquement auraient pu et dû être indiquées à l'article 1^{er}. Ce sont « les personnes non militaires dont les actes de décès ont été dressés dans les conditions prévues par l'alinéa 3 de l'article 93 du Code civil ».

Cet alinéa est ainsi conçu :

« En France les actes de l'état civil pourront
» également être reçus, en cas de mobilisation
» ou de siège par les officiers énumérés aux cinq
» premiers numéros du paragraphe précédent.
» La compétence de ces officiers s'étendra, s'il est
» nécessaire, aux personnes non militaires qui se
» trouveront dans les forts et places fortes
» assiégées ».

L'histoire de la guerre de 1914 est assez connue pour que personne ne doute que dans les forts il n'y avait aucune personne non militaire. Quant au siège des places fortes, ils n'ont jamais duré bien longtemps. Les villes considérées comme

imprenables, Anvers par exemple, n'ont pu résister que quelques jours. Inversement lorsque des villes comme Verdun ont résisté à tous les assauts de l'ennemi, la situation y était telle que depuis longtemps, toute la population civile avait été évacuée. A Reims au contraire, l'administration municipale resta sur place presque jusqu'à la fin de la guerre et ne quitta les caves où s'étaient réfugiés les services municipaux que lorsque les derniers habitants furent eux-mêmes évacués.

Toutefois, dans certains villages des habitants, des vieillards surtout, ne voulurent à aucun prix s'en aller malgré les injonctions les plus formelles de l'autorité militaire. Ils ne pouvaient s'en aller à pied, on manquait de moyens de transport pour les faire partir, et, d'ailleurs, avec la ténacité des vieilles habitudes, ils déclarèrent préférer mourir sur place que de s'éloigner. Pour ceux-là des actes de décès durent, par la force même des choses, être dressés par les autorités militaires bien que l'on ne fût pas à proprement parler dans une place forte. Il est certain que la rectification administrative s'applique à ces actes.

La rectification administrative ne s'applique certainement pas aux actes de décès des militaires étrangers décédés sur le sol de France. S'ils ont été dressés dans la zone de l'intérieur, les tribunaux français peuvent les rectifier conformément au droit commun ; s'ils ont été dressés par des officiers d'état-civil militaires appartenant à des armées étrangères, aucune autorité française n'a compétence pour les rectifier.

Que faut-il décider en ce qui concerne les soldats de la Légion étrangère ? Ce sont des militaires de l'Etat français et, comme tels, leurs actes de décès se rectifient administrativement. Souvent ils se sont engagés sous un nom d'emprunt et l'autorité militaire apprécie s'il y a lieu ou non de leur restituer leur véritable nom quand la famille le demande.

. . .

La question s'est posée de savoir si la rectification administrative pouvait être employée à l'égard des actes de décès des personnes non militaires internées en pays ennemi pendant la durée de la guerre ? Au mois d'août 1914, un certain nombre de Français surpris par la déclaration de guerre en Allemagne ou en Autriche n'ont pu regagner à temps notre pays ; ils ont été envoyés dans des camps de concentration et plusieurs d'entre eux y sont décédés. Depuis l'armistice, leurs actes de décès ont été transmis par les autorités allemandes et autrichiennes aux autorités françaises ; quelques actes nous étaient même déjà parvenus avant cette date par la voie diplomatique. Tous contenaient des lacunes ou des erreurs. C'est le ministre de l'Intérieur qui les centralise et les envoie à fin de transcription, aux maires des domiciles respectifs des défunts, de même que c'est le ministre de l'Intérieur qui, aux termes de la loi du 3 décembre 1915 est compétent pour déclarer la présomption de décès des non

militaires en vue de faire rendre par les tribunaux civils des jugements déclaratifs de décès.

On s'est demandé place Beauveau si les actes de décès des internés civils ne pourraient pas être rectifiés administrativement par le Ministre de la Guerre, étant donné que la loi du 18 avril 1918 étend la procédure de la rectification administrative aux personnes non militaires « qui se trouveront dans les forts et places fortes assiégées » dont fait mention l'article 93, § 3, du code civil.

Il semble, qu'en raisonnant ainsi, on commet un paralysisme. La loi de 1915 permettait au Ministre de la Guerre la rectification administrative des actes de décès des militaires français prisonniers de guerre parce que les défunts faisaient partie de l'armée française et, d'autre part, les actes de décès auxquels fait allusion l'article 7 de la loi de 1918 concernant, il est vrai, des non militaires, mais ont été dressés par des officiers de l'armée française. Au contraire, les actes de décès centralisés au Ministère de l'Intérieur concernent des non militaires et ont été dressés par des autorités étrangères civiles ou militaires. A aucun titre la rectification administrative ne se justifie en ce qui les concerne. Ils doivent donc être transcrits avec leurs lacunes et leurs erreurs ; après quoi, ils seront rectifiés à la requête du Ministère public — l'ordre public étant intéressé — par ordonnance du Président du Tribunal civil de l'arrondissement dans lequel chaque acte aura été respectivement transcrit.

CHAPITRE DIXIÈME

LES LACUNES ET LES ERREURS

La rectification administrative a pour but de combler les lacunes et de redresser les erreurs des actes de décès ; mais à ce sujet deux questions se posent : 1° Quels sont les points sur lesquels la rectification administrative est possible aux termes des lois de 1915 et de 1918 ? 2° Quelles sont les erreurs et les lacunes qui peuvent être rectifiées administrativement ?

*
* *

La rectification administrative est interdite lorsque le fait du décès ou l'identité du décédé sont douteux.

Il semble que, lorsque le fait du décès est douteux, il n'y ait pas d'acte de décès du tout. En pratique, cependant, l'acte a pu être dressé : mais il faut distinguer l'acte de décès, le procès-verbal de constatation de décès, et le procès-verbal de déclaration de décès.

Il y a *procès-verbal de constatation* de décès lorsque, par exemple, des soldats, en creusant une tranchée, trouvent le cadavre d'un soldat qu'au-

l'un d'entre eux ne connaît et dont l'identité ne peut être provisoirement établie qu'à l'aide des papiers, médaille individuelle, et autres signes de reconnaissance trouvés sur lui. Il serait imprudent de dresser, dans ce cas, un acte de décès, étant donné qu'à de fréquentes reprises on a trouvé sur des cadavres des signes de reconnaissance se rapportant à d'autres individus, déjà décédés ou encore en vie.

Il y a *procès-verbal de déclaration de décès* lorsqu'un seul témoin peut affirmer le décès, ou lorsque les déclarants n'ont en face d'eux qu'un gradé n'ayant pas qualité d'officier de l'état civil.

En conséquence, il ne peut y avoir réellement *acte de décès* que si le rédacteur de l'acte a qualité d'officier de l'état civil et si les deux déclarants affirment l'un et l'autre, sous leur propre responsabilité, le fait du décès et l'identité du décédé. Malheureusement, dans la pratique, la distinction n'a pas toujours été aussi nette et l'on a dressé, par exemple, des actes de décès là où on n'aurait dû dresser que des *procès-verbaux de constatation de décès*. Si, ultérieurement, on s'aperçoit qu'il n'est pas certain que la personne désignée à l'acte de décès soit décédée et, a fortiori, si on est certain qu'elle est encore vivante, aucune rectification administrative n'est admise pour adapter l'acte à la réalité des faits. Cela ne veut pas dire que la rectification administrative soit impossible quand l'acte laisse subsister des doutes sur l'identité du défunt et qu'ultérieurement des renseignements précis viennent dissiper toutes

hésitations. La rectification administrative est interdite quand des doutes sur l'identité du décédé ou le fait du décès surgissent lors de la rectification, mais non lorsqu'ils existaient lors de l'établissement de l'acte et qu'ils ont été dissipés dans la suite.

Ces réserves faites, toutes les erreurs et toutes les lacunes peuvent être rectifiées, en vue, dit l'article 3 de loi de 1918, de faire figurer dans l'acte les énonciations prescrites par l'article 79 du code civil. Cét article est ainsi conçu :

« L'acte de décès contiendra les prénoms, nom, » âge, profession et domicile de la personne » décédée ; les prénoms et nom de l'autre époux, » si la personne décédée était mariée ou veuve ; » les prénoms, noms, âge, professions et domiciles des déclarants ; et, s'ils sont parents, leur » degré de parenté.

» Le même acte contiendra, de plus, autant » qu'on pourra le savoir, les prénoms, nom, profession et domicile des père et mère du décédé, » et le lieu de sa naissance ».

L'article 79 ne fait pas allusion au lieu, jour et heure du décès, non plus qu'aux qualités, distinctions honorifiques du défunt. Nous aurons à envisager successivement toutes ces énonciations.

A. — Les prénoms et noms.

Les erreurs les plus fréquentes sur lesquelles

la rectification administrative intervient le plus souvent, sont celles qui concernent les prénoms et noms.

Il y a en cette matière toute une gradation. Parfois le nom est simplement estropié par une erreur de plume sans que la prononciation en soit modifiée et sans que le nom écrit d'une façon ou d'une autre puisse convenir à plusieurs individus, malgré les apparences:— ce cas est, pour ainsi dire, exceptionnel. La guerre a révélé que l'homonymie s'étendait bien au delà de ce qu'on aurait pu supposer à priori. Il n'est pas de nom, si baroque soit-il, si ridicule, si extravagant, si choquant même qu'il puisse paraître, qui ne conviennent à plusieurs individus. Le malheur serait de mince importance si, à ces noms extraordinaires, correspondaient des prénoms différents pour des individus différents et dans des unités militaires différentes. Mais il en est rarement ainsi. En effet, le recrutement étant régional, surtout au début de la guerre, des militaires portant le même nom se sont trouvés souvent dans le même régiment parce qu'ils étaient originaires du même village et que dans ce village plusieurs individus portaient le même nom. C'est un fait de notoriété courante que jadis les familles d'un même village mariaient ensemble leurs fils et leurs filles. Il suffit de lire les inscriptions qui se trouvent dans les cimetières de modestes hameaux pour voir combien le même nom est fréquemment répété concernant des personnes ayant vécu à peu près à la même époque.

Par ailleurs, on aurait tort de croire que, pour empêcher la confusion, on a recours à des prénoms différents. Le calendrier permet de choisir parmi un grand nombre de saints et de bienheureux les patrons des enfants de l'un et de l'autre sexe. Mais en réalité, les prénoms en usage dans les communes de peu d'importance sont en très petit nombre, et l'on est étonné lorsque l'on feuillette les registres de l'état civil, de constater que, dans tel endroit, un cinquième ou un sixième des enfants du sexe masculin portent le même prénom, alors que dans la localité voisine c'est un autre prénom qui est en honneur. Il résulte de tout cela que des confusions dans les actes de décès se sont produites du fait que plusieurs soldats avaient mêmes prénoms, même nom et appartenaient à la même unité. C'est par la filiation seulement qu'on pouvait les distinguer.

On voit par là qu'une erreur purement orthographique, une lettre redoublée ou un prénom presque semblable à un autre peut modifier complètement l'identité du décédé ? Les lois de 1915 et de 1918 ont l'une et l'autre interdit la rectification administrative dès qu'il y avait doute sur l'identité du décédé, mais une rectification, soit administrative, soit judiciaire, sur un détail orthographique, en apparence insignifiant, peut, sans que l'autorité qui procède à la rectification éprouve le moindre doute, avoir une répercussion sur l'identité même de la personne. L'exemple suivant illustrera notre assertion mieux que ne pourrait le faire la démonstration la plus rigoureuse.

Un enfant, avait été, dans son acte de naissance, déclaré comme né d'une mère dont le nom et les prénoms étaient indiqués, sans désignation d'aucun nom de père. La mère de cet enfant mourut quelques semaines plus tard. Le père naturel avait l'intention d'épouser la mère et de légitimer l'enfant et cette mort, semblait-il, anéantissait son espérance. Pour arriver à ses fins, voici le subterfuge qu'il employa : la sœur de la défunte reconnut l'enfant, puis s'adressant aux tribunaux et produisant à la fois l'acte de reconnaissance, elle demanda aux tribunaux de rectifier les prénoms indiqués comme étant ceux de la mère dans l'acte de naissance. Il va de soi qu'elle se gardait bien de révéler au Tribunal qu'elle avait eu une sœur portant les prénoms indiqués dans l'acte de naissance et que cette sœur était morte. Le tribunal, victime de la supercherie, rectifia l'acte de naissance de l'enfant, et le père en épousant celle qui avait obtenu ce jugement put donner à l'enfant la qualité d'enfant légitime.

Si donc, en prévision de fraudes semblables, on avait été arrêté par des scrupules relatifs à l'identité des décédés, il eût été à peu près impossible de procéder à aucune rectification administrative, ce qui, on l'avoue, aurait été excessif. Il n'en est pas moins vrai que des rectifications portant sur un nombre de décès aussi élevé que celui des morts de la guerre comporte toujours, quelques précautions que l'on prenne, des chances d'erreurs. Ces chances s'étendront, prendront de

plus en plus d'ampleur au fur et à mesure que nous allons remonter la gradation à laquelle nous faisons allusion tout à l'heure.

Nous avons envisagé, en premier lieu, le cas où, par exemple, un soldat appelé Lechapellier, aurait été sur son acte de décès orthographié Lechapelier, le prénom étant exact.

Deuxième hypothèse : il manque un prénom ; troisième hypothèse, toute la série des prénoms est inexacte ; quatrième hypothèse, le nom est complètement défiguré, seule la filiation permet l'identification du décédé ; cinquième hypothèse : les noms des père et mère sont eux aussi inexactement rapportés. On le voit, il a fallu, dans certaines circonstances, vaincre de très fortes hésitations lorsque les pièces produites par l'officier de l'état-civil de la commune du dernier domicile semblaient néanmoins probantes et lorsque, par exemple, les objets trouvés sur le défunt et transmis à la famille avaient été par elle formellement reconnus comme lui appartenant.

B. — Age

Ici, l'omission était beaucoup plus fréquente que l'erreur : de deux choses l'une, ou l'on possédait le livret matricule, qui renseignait d'une façon généralement exacte sur les dates et lieu de naissance du défunt, ou ces renseignements manquaient et l'acte de décès était complètement muet sur l'âge du défunt. Toutefois, la médaille individuelle indiquant la classe était un indice

relativement sûr de l'âge approximatif à condition toutefois que le défunt portât sur lui une médaille ne concernant pas un de ses camarades, comme le cas s'est fréquemment produit, et voici pourquoi : la médaille devait être, en principe, portée par le soldat à même la peau, au bout d'un cordon ; mais le contact était froid, désagréable, les soldats préféraient mettre la médaille dans leur livret ou autour de leur poignet, et souvent la médaille se perdait. Craignant d'être puni, le soldat prenait alors la médaille d'un mort ou s'emparait de celle d'un camarade, comptant bien que l'on vérifierait peut être le port de la médaille, sans vérifier les noms qui y étaient inscrits. Que le calcul fut juste ou faux il n'en est pas moins vrai que très souvent la médaille trouvée sur un soldat décédé n'indiquait nullement son véritable nom.

G. — Domicile

L'erreur sur le domicile provenait le plus souvent de ce que, avant la guerre, le militaire avait négligé de faire connaître à la gendarmerie ses différents déménagements. Naturellement, le fait était beaucoup plus fréquent pour les habitants des villes que pour ceux des campagnes. Quand un civil venait d'accomplir une période d'instruction et qu'il ne comptait pas être appelé pour la période suivante avant plusieurs années, il lui arrivait souvent de négliger d'avertir l'autorité militaire de son changement d'adresse. La guerre survint brusquement alors que beaucoup d'hom-

mes se trouvaient dans cette situation irrégulière. L'acte de décès indiquait alors la dernière adresse relatée par le livret. Comme nous le verrons plus loin cette erreur eut sur la rectification administrative des conséquences importantes qui occasionnèrent une modification de la législation, car, lorsque l'erreur ou l'omission porte soit sur les prénoms et nom, soit sur l'âge, soit sur la filiation, c'est toujours la même mairie qui reçoit, pour transcription, l'acte de décès et qui, ultérieurement, enregistre la rectification administrative. Au contraire, lorsqu'on s'aperçoit après transcription, d'une erreur concernant le domicile, il faut aviser du décès une mairie autre que celle sur les registres de laquelle la transcription a été portée. D'après la loi de 1915, dans un cas comme dans l'autre, la transcription après rectification se faisait par des procédés identiques, mais à présent nous pouvons constater que l'identité ne s'imposait pas. Quand la commune A reçoit par rectification un acte de décès déjà transcrit par erreur dans la commune B, la commune A est bien obligée de transcrire l'acte de décès in extenso ; au contraire, lorsque l'acte de décès rectifié revient dans la commune où il a déjà été transcrit, l'in extenso fait double emploi. Nous étudierons plus loin comment la loi de 1918 a donné satisfaction aux réclamations des mairies sur ce point.

D. — Profession

Dans presque tous les actes de décès des mili-

taires, l'indication de la profession du décédé dans la vie civile est omise, et cela pour deux raisons :

1° Au moment de la mobilisation, on pouvait diviser les militaires aussi bien les simples soldats ou marins que les gradés, officiers compris, en deux catégories : d'une part les militaires de carrière, c'est-à-dire les officiers de l'armée active, les sous-officiers rengagés ou commissionnés, les gendarmes, et les assimilés, comme les garde-forestiers et les douaniers, dont l'état militaire était à proprement parler la profession, et, d'autre part, l'immense foule de ceux qui, au moment où la guerre éclata, accomplissaient deux ans de service actif ainsi que ceux qui étaient déjà rentrés dans leurs foyers et que la mobilisation rappelait sous les drapeaux. Pour ces derniers, l'état militaire n'était qu'une parenthèse dans l'ensemble de leur existence et leur profession était distincte de l'emploi ou du grade occupé par eux dans l'armée. Cette distinction, si simple pourtant, semble n'avoir jamais été admise ouvertement par l'autorité militaire. Pour elle, tous les soldats étaient des soldats au même titre, tous les officiers, des gradés de même ordre et les professions de la vie civile ne comptaient pas plus à ses yeux que, par exemple, le degré de fortune. C'est ainsi que le décret du 18 novembre 1914 sur le mariage des militaires n'arriva pas du premier coup à faire exactement la division entre les deux catégories que nous venons d'indiquer et ce n'est que le décret du

7 mars 1919 qui établit entre elles une ligne de démarcation plus conforme à la vérité des choses.

2° L'autorité militaire ne connaissait, en ce qui concerne la profession dans la vie civile, que celle qui était exercée par chacun au moment où il avait été appelé pour la première fois sous les drapeaux. Le livret militaire mentionnait bien les domiciles successifs, parce qu'il était intéressant de les connaître en vue d'appeler les intéressés lors de chacune de leurs périodes d'instruction. Inversement, le livret militaire ne mentionnait pas les professions successives, parce que l'autorité militaire estimait, à tort ou à raison, que ces modifications de professions n'avaient pour elle aucun intérêt. Nous ne partageons pas — soit dit en passant — l'avis de l'autorité militaire et son indifférence systématique à l'égard de la profession des individus, indifférence qui lui permettait quelquefois d'affecter comme secrétaire d'un gestionnaire d'hôpital, un berger sachant à peine lire, et d'affecter, au contraire, un avoué ou un professeur à des besognes de manœuvre.

D'ailleurs, parmi les professions indiquées sur le livret militaire, il en était qui, par leur nature même, ne pouvaient être que provisoires. La plus significative à cet égard est celle d'*étudiant*. Il est bien certain, ou tout au moins infiniment vraisemblable, qu'un homme de la réserve de la territoriale, âgé de 42 ans ou plus encore, ne doit plus être un étudiant. C'est donc avec une juste méfiance que l'autorité militaire envisageait l'inscription de la profession inscrite sur le livret

militaire, indication qui avait pu, dans une certaine mesure, avoir son utilité lors de l'incorporation des militaires, mais qu'on aurait presque pu rayer sans inconvénient à la sortie du service actif.

L'omission de la profession dans la vie civile nécessitait presque toujours une rectification administrative et, cependant, il semble bien que le Ministère de la Guerre ait manifesté sur ce point, qu'on nous permette cette expression un peu vive, une certaine mauvaise volonté. Les familles ou les officiers d'état-civil ayant demandé la rectification administrative d'un certain nombre de points de l'acte de décès se sont vu souvent donner satisfaction sur tous ces points, sauf la profession et un autre point dont nous aurons à nous occuper ultérieurement. A la date du 14 septembre 1916, M. Alexandre Bérard, sénateur, posa par la voie du *Journal Officiel*, deux questions écrites, l'une au Ministre de la Justice, Gardé des Sceaux, l'autre au Ministre de la Guerre.

La première (question 1107) était ainsi conçue :

« Les actes de décès dressés dans la zone de » l'intérieur doivent-ils indiquer la profession » dans la vie civile du militaire décédé ».

La réponse du Ministre de la Justice fut nettement affirmative.

Sous le numéro 1109, M. Alexandre Bérard posait la même question au Ministre de la Guerre en ce qui concerne les actes dressés par les officiers de l'état-civil militaire « aux armées ».

La réponse du Ministre de la Guerre fut également affirmative. Il semblait donc qu'après ces documents, aucune difficulté ne pouvait se produire et pourtant après comme avant, le Ministère de la Guerre, sauf de très rares exceptions conserva presque toujours la même attitude.

E. — État matrimonial

Ce que nous venons de dire de la profession est également vrai de l'état matrimonial. Lorsque un homme de la réserve ou de la territoriale avait le nombre d'enfants légitimes prévus par la loi sur le recrutement, sa situation militaire se trouvait modifiée et il pouvait marcher avec une classe d'hommes plus âgés que lui. Aussi les intéressés ne manquaient-ils pas de signaler à l'autorité militaire leur état matrimonial ; mais sauf cette hypothèse relativement peu fréquente les intéressés n'étaient pas tenus de faire connaître leur mariage à l'autorité militaire et le livret n'en parlait pas. C'est pourquoi les actes de décès étaient, eux aussi, muets en ce qui concerne la question de savoir si le militaire décédé était célibataire, marié veuf ou divorcé. Sur ce point la rectification administrative était aisée et elle se faisait avec d'autant plus d'empressement de la part du Ministère de la Guerre que celui-ci avait besoin de savoir si une pension devait ou non être allouée à la veuve.

Il ne faut pas perdre de vue que, même en temps de paix et en période normale, c'est sur l'état matrimonial du décédé que les actes de

décès sont le plus souvent erronées. Quand un homme vit seul et qu'on ne l'a jamais connu en ménage, les déclarants ont une tendance naturelle à le considérer comme célibataire, alors qu'en réalité il est veuf ou divorcé ou même qu'il est encore marié, mais séparé de fait de sa femme depuis un grand nombre d'années. Inversement, des individus sont considérés par leur entourage comme étant mariés, alors qu'en réalité la femme avec laquelle ils vivent n'est que leur maîtresse. Ces erreurs fréquentes dans la vie civile, n'ont pas pu ne pas se produire en temps de guerre et deux rectifications administratives ont dû intervenir pour le même acte de décès, la première comblant l'omission, la seconde rectifiant l'erreur de la mention ajoutée.

Enfin les tribunaux ont eu à s'occuper de la bigamie facilitée par les simplifications des formalités préalables au mariage accordées au début de la guerre. Des gens déjà mariés s'étaient mariés une seconde fois dans les premiers jours de la mobilisation, parce qu'à ce moment, en raison de la hâte des départs, on procédait à la célébration du mariage en n'exigeant pour ainsi dire aucun papier. De là vient que des actes de décès indiquèrent étant l'épouse du défunt, une femme qui dut, par rectification administrative céder la place à la première et seule véridique épouse du militaire.

F. — Filiation

Le livret militaire indiquait toujours les père

et mère du défunt, et cette indication, tant pour le nom que pour les prénoms, n'était en général, ni plus ou moins inexacte que les prénoms et noms du militaire décédé lui-même ; seulement, aucune pièce militaire n'indiquait si le père et la mère étaient ou non mariés. A priori, il semblait donc que tous les militaires décédés fussent des enfants naturels : quelques uns n'ayant qu'une mère, quelques-uns encore n'ayant ni père ni mère. Sur ce point comme sur la question des professions, et à la même date, M. Alexandre Bérard posa aux deux ministres de la Justice et de la Guerre des questions analogues, savoir : question n° 1.108. « Après l'indication des père et » mère du défunt, les mots « *son épouse* » ou « *sa* » » *veuve* » doivent-ils figurer dans les actes de » décès dressés dans la zone de l'intérieur ? » Le Garde des Sceaux, se référant au Formulaire général des actes de l'état civil, adopté par la Commission de l'état civil, instituée par les arrêtés des 17 juillet et 25 novembre 1915, répondit qu'il y avait lieu d'indiquer, le cas échéant, dans les actes de décès des militaires comme des civils dressés dans la zone de l'intérieur, après les énonciations relatives au père et à la mère du défunt, les mots « *son épouse* » ou « *sa veuve* ».

Il aurait même pu ajouter si la question lui avait été posée, qu'au cas où les père et mère du défunt sont eux-mêmes tous deux décédés, il y a lieu d'ajouter après l'indication de leurs noms et prénoms les mots « *époux décédés* ».

A la suite de la question n° 1.109 le Ministre de

la Guerre confirma la réponse de son collègue de la Justice en ce qui concerne les actes de décès dressés dans la zone des armées.

Toutefois le hasard a fait tomber entre nos mains la copie d'une correspondance significative échangée entre la mairie de Noisy-le-Sec et le Ministre de la Guerre sur cette question. Etant donné qu'elle n'a rien de confidentiel, nous croyons pouvoir sans indiscretion la reproduire ici, en spécifiant qu'elle est postérieure à la réponse donnée par le Ministère de la Guerre à M. le sénateur Alexandre Bérard.

Le premier septembre 1916, le Ministère de la Guerre écrivait à la Mairie de Noisy-le-Sec la lettre ci-dessous :

« En me renvoyant, à la date du 16 août dernier, l'acte de décès du caporal Collin, Louis-François-Isidore, de la Section de commis et ouvriers d'Administration des Troupes Coloniales, décédé le 4 avril 1916, et, à la date du 19 août les deux actes de décès du soldat Jérôme, Paul, du 51^e Régiment d'Infanterie, décédé le 12 mai 1916 et du soldat Masson, Jean-Ernest, du 69^e régiment d'Infanterie, décédé le 30 septembre 1915, vous m'avez fait remarquer que ces trois actes, malgré les rectifications déjà effectuées par mon Administration demeurent à votre avis incomplets, sur un point essentiel à savoir que la mention relative à la filiation des défunts n'indique pas qu'ils sont fils légitimes et qu'en ce qui concerne l'acte de décès du

» caporal Collin, il y aurait lieu d'ajouter que ces
» parents sont sans profession.

» Or, me référant au *Bulletin Officiel* du Minis-
» tère de la Justice (fascicule 173, janvier-février
» 1913, page 16) je constate que l'indication rela-
» tive à la légitimité de la filiation ne figurent
» aucunement parmi celles prévues dans le for-
» mulaire général des actes de l'état-civil comme
» étant indispensable à la régularité d'un acte de
» décès, dès lors que le dit acte contient l'énon-
» ciation des noms et prénoms du défunt : la
» légitimité ressort d'autre part du fait qu'il n'est
» point mentionné que le défunt était un enfant
» naturel. De même l'omission de la mention
» relative à la profession des parents du défunt
» ne saurait constituer une cause de nullité de
» l'acte, ainsi d'ailleurs qu'il résulte des termes
» mêmes de l'article 79 du Code civil.

» Je vous envoie donc à nouveau sous ce pli les
» trois actes de décès dont s'agit, dûment recti-
» fiés en ce qui concerne les mentions essen-
» tielles, vous priant de vouloir bien les trans-
» crire dans leur teneur actuelle et de me ren-
» voyer de suite après les avoir remplis et signés
» les bordereaux qui les accompagnent.

» Pour le Ministre... etc. »

Cette lettre constituait la preuve que la réponse faite à M. Alexandre Bérard ne dénotait pas dans les services du Ministère de la Guerre l'intention bien arrêtée et réfléchie de se conformer aux directions données par le Ministère de la Justice. D'ailleurs, elle impliquait une erreur dans l'inter-

prétation du Formulaire général. Au chapitre 5 « actes de décès » la formule type indiquait :

«... fils de Pierre-Jacques Lefèvre, décédé et de Marie-Jeanne Dupont, sa veuve ». Il va de soi que si Pierre-Jacques Lefèvre n'était pas décédé Marie-Jeanne Dupont aurait été qualifiée de « son épouse » et que, si tous deux avaient été décédés les mots « sa veuve » auraient été remplacés par « son épouse décédée ». En ce qui concerne les enfants naturels, aucune de ces énonciations n'aurait figuré dans l'acte de décès et le Formulaire général, qui d'ailleurs est très clair sur ce point, n'emploie jamais, pour désigner les individus, les expressions de « fils légitime » ou « fils naturel ». Il était donc impossible de déduire de l'absence d'une de ces deux indications la certitude que l'autre correspondait à l'état civil du défunt.

Quoi qu'il en soit, si le Ministère de la Guerre s'obstinait à refuser de rectifier administrativement les actes de décès sur ce point, une ressource restait aux intéressés : c'était de s'adresser aux tribunaux pour faire rectifier l'acte par voie judiciaire, puisque, comme nous le verrons plus loin, les deux moyens étaient offerts simultanément aux familles.

G. — Titres et distinctions honorifiques

L'usage est, dans les actes de décès d'indiquer non seulement la profession du défunt, mais encore ses titres honorifiques. A vrai dire, l'art.

79 est muet sur ce point. Parmi les titres, il faut distinguer ceux qui font partie du nom lui-même ou qui sont considérés comme faisant partie — (nous voulons parler des titres nobiliaires) — et les titres honorifiques extérieurs du nom. Des premiers nous ne dirons rien, non parcequ'ils ne donnent lieu à aucune rectification, bien au contraire, la plupart des jugements rectificatifs rapportés dans les recueils de jurisprudence ont trait aux titres nobiliaires, mais parceque tout ce que nous avons dit relativement aux rectifications des prénoms et noms peut *mutatis mutandis* s'appliquer aux titres de noblesse.

Les titres honorifiques de leur côté, peuvent être divisés en trois classes : les titres honorifiques de la vie civile, les décorations civiles et militaires, et la mention « MORT POUR LA FRANCE ».

En ce qui concerne la première catégorie, la question se pose de savoir si, même dans les actes de décès de la vie civile, ils doivent être énoncés. En voici quelques exemples : *Docteur en Droit* et autres titres universitaires, *Conseiller général* et autres titres se référant à des mandats électifs, *Vice-président de la Société des Ingénieurs civils* et autres titres se référant à des honneurs reçus au sein de sociétés privées ; *Administrateur des Hôpitaux*, en supposant que telle n'était pas la profession principale du défunt, et ainsi de suite. Dans une récente circulaire, la Chancellerie a semblé admettre que ces titres pouvaient prendre place dans les actes de l'état-civil et tel est d'ailleurs l'usage général dès que le titre

représente pour l'intéressé un honneur exceptionnel. La difficulté vient de ce qu'il est assez difficile d'établir en ces matières une discrimination. L'officier de l'état civil lui-même, aussi bien civil que militaire, est le premier à insérer dans les actes l'énonciation d'un titre parfois secondaire. D'une façon générale l'autorité militaire n'a pas donné suite aux demandes de rectifications administratives de cette catégorie.

En second lieu, pour les décorations, il y avait des textes. On obligeait les officiers de l'état-civil, avant la guerre, de mentionner pour toutes les personnes désignées dans les actes de l'état-civil ceux qui étaient décorés de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire parce qu'ils devaient, au décès des décorés de ces deux ordres, envoyer à l'autorité compétente un avis en vue de faire connaître qu'une croix ou qu'une médaille devenaient disponible par suite de décès. On a décidé que les mêmes mesures s'appliqueraient aux Croix de Guerre, bien que le nombre en fût illimité. Il va de soi que, même avant la guerre, les personnes honorées d'une décoration autre que la Légion d'honneur et la Médaille militaire ou leurs familles demandaient instamment que ces décorations fussent mentionnées dans les actes de l'état civil. Dans le plus petit village, le maire qui avait reçu le Mérite agricole ou les Palmes académiques se gardait bien de le passer sous silence dans tous les actes dressés par lui.

La guerre, on le sait, a multiplié les décorations, puisque de nombreux militaires ont reçu non

seulement des distinctions honorifiques françaises, mais des distinctions anglaises, italiennes, belges, serbes, etc. Il est bien difficile au Ministère de la Guerre de ne pas, en cas d'omission, rétablir par voie de rectification administrative l'inscription de ces décorations lorsqu'elles avaient été attribuées pour faits de guerre. Nous ne pouvons affirmer que les demandes en ce sens ont été accueillies, nous ne savons même pas s'il en a été formulé, mais il est vraisemblable qu'au cas où des parents ont demandé l'insertion a posteriori de ces énonciations dans l'acte de décès, le Ministère de la Guerre n'a pas dû rejeter la requête de la famille.

Reste la mention « MORT POUR LA FRANCE ». Nous ne pouvons pas, étant donné l'objet précis de notre travail, commenter ni apprécier la loi du 2 juillet 1915. Cette loi, on le sait, a suscité les plus vives critiques et elle a soulevé de nombreux mécontentements. Elle est rédigée d'une façon limitative : toute personne, civile ou militaire, qui ne rentre pas dans la définition étroite de cette loi, est censée n'être pas morte « pour la France », l'autorité militaire refusant, en principe de donner l'avis indispensable, d'après la loi du 2 juillet 1915, pour que l'acte contienne la mention. Toutefois, l'autorité militaire elle-même n'a pas pu observer strictement les dispositions de la loi, ce qui aurait abouti à de véritables dénis de justice. Elle a, à maintes reprises, et d'une façon pour ainsi dire prétorienne, étendu le champ d'application de cette loi. On a parlé même après la

cessation des hostilités, de la refondre en vue d'y englober, par exemple, les prisonniers de guerre décédés en captivité ou tels autres militaires, mais jusqu'ici aucune de ces propositions de lois n'a abouti.

En nous plaçant au point de vue particulier qui nous intéresse, peut-on, par rectification administrative, ajouter ou supprimer la mention « MORT POUR LA FRANCE », notamment — (et ceci se superpose avec ce qui a été dit plus haut pour les décorations), — lorsque la Croix de guerre et la citation ont été attribuées au militaire postérieurement à son décès ? Pour la mention « MORT POUR LA FRANCE », il semble bien qu'aucune difficulté n'ait été soulevée. Lorsqu'il était certain que la déclaration de décès avait eu lieu précipitamment et que les mots « MORT POUR LA FRANCE » auraient dû normalement figurer dans l'acte, on n'a jamais hésité à les introduire après coup par rectification administrative. La Croix de guerre posthume, au contraire, a soulevé un léger désaccord entre les services du Ministère de la Justice et ceux du Ministère de la Guerre. Au Ministère de la Justice, on se plaçait surtout au point de vue juridique, comme il est naturel, et l'on disait que l'acte ayant fidèlement énoncé toutes les qualifications du militaire au jour de son décès, il n'y avait pas lieu à rectification au sens propre du mot, ni même à addition. Pour nous servir d'une comparaison, supposons, comme le prévoit l'article 332 du code civil, qu'un enfant naturel soit décédé ayant laissé des enfants légitimes et

qu'ultérieurement ses père et mère se marient ensemble en vue de procurer aux orphelins une filiation légale par rapport à leurs grands-parents, cette légitimation du défunt est permise et cependant il n'y aura pas lieu de rectifier les actes de naissance, de mariage et de décès du légitimé, parce que la légitimation n'a pas d'effet rétroactif et qu'elle est survenue après la mort du légitimé.

L'administration de la guerre, au contraire avec un sentiment plus vif des réalités, écarte délibérément toutes ces arguties. Elle considère que, du moment qu'un honneur posthume avait été accordé à un militaire mort pour la France, la seule manière de donner à cet honneur une manifestation tangible était de le faire figurer dans l'acte de décès. On pouvait, en effet, critiquer, et on a, en fait, critiqué le principe de la loi du 2 juillet 1915 ; on pouvait s'étonner qu'on utilisât l'acte de décès comme témoignage d'honneur à l'égard du défunt. Les actes de l'état civil ne sont pas faits pour indiquer les conditions plus ou moins honorables des naissances, mariages et décès, mais uniquement pour constater l'identité et la filiation des personnes désignées dans ces actes. Néanmoins du moment que le législateur avait résolu d'incorporer, à titre de reconnaissance nationale, les mots « MORT POUR LA FRANCE » dans les actes de décès des soldats tués à l'ennemi, ainsi que l'inscription de la Croix de guerre, il eût été souverainement injuste de priver de cette même récompense suprême ceux dont l'héroïsme avait été officiellement proclamé depuis la rédac-

tion ou la transcription de l'acte de décès. En définitive ce fut ce dernier point de vue qui obtint gain de cause et la Chancellerie elle-même n'insista pas pour maintenir la théorie primitivement établie par elle.

Envisageons maintenant l'hypothèse inverse. Les mots « MORT POUR LA FRANCE » ont été inscrits à tort dans l'acte de décès, soit que le militaire fût mort d'une maladie n'ayant aucun rapport avec le service militaire et n'ayant été contractée ni aggravée aux armées, soit même qu'il ait été passé par les armes. Il n'est pas à notre connaissance que la radiation ait été opérée par voie de rectification administrative, mais nous avons un jugement du tribunal de la Seine en date du 7 mars 1919, *Gazette des Tribunaux*, du 14 juin 1919, qui statue sur cette question. Le tribunal de la Seine estime que la loi du 2 juillet 1915, donne droit à l'autorité militaire d'accorder ou de ne pas accorder un avis favorable à l'insertion dans l'acte de décès des mots « MORT POUR LA FRANCE » et que, cet avis étant donné, le droit du Ministre de la guerre est épuisé. En conséquence, si l'avis de l'autorité militaire a été régulièrement donné, que, conformément à cet avis, les mots « MORT POUR LA FRANCE » ont été introduits dans l'acte de décès du militaire, la famille a un droit acquis à s'opposer à la suppression de ces mots, même si, en fait, il y avait eu erreur de la part de l'autorité militaire. Si la question s'est posée, c'est parce que la rectification avait été demandée à l'autorité judiciaire, mais supposons que d'office le Minis-

tère de la Guerre ait, par voie de rectification administrative, supprimé les mots inscrits à tort : Nous estimons que dans ce cas la famille aurait eu, conformément au droit commun, le droit de former un pourvoi devant le Conseil d'Etat pour faire annuler la décision ministérielle.

C'est la première fois que nous rencontrons une procédure de rectification administrative ayant pour objet, non pas de modifier ou d'ajouter une mention dans l'acte de décès, mais d'en supprimer une. Il n'y a pas lieu de s'étonner de cette particularité si, par exemple, l'acte de décès indiquait trois prénoms alors que le défunt n'en portait que deux dans son acte de naissance, il n'y a aucune bonne raison pour qu'il soit impossible de supprimer le prénom parasite par voie de rectification administrative.

H. — Les déclarants

Il semble, a priori, inutile de rectifier, soit par voie administrative, soit par voie judiciaire, les énonciations relatives aux déclarants. En effet, si aucun doute n'existe en ce qui concerne les énonciations relatives au décédé, étant donné que n'importe qui peut être déclarant du décès, les erreurs quant aux noms, prénoms, grades, etc... des déclarants sont d'une importance à peu près nulle. Cependant, le cas échéant, il peut y avoir lieu de rectifier même ces énonciations.

Tout d'abord, la personnalité des déclarants, en ce qui concerne les décès survenus aux armées, a plus d'importance que pour les décès survenus

en temps de paix dans des conditions normales. En temps de paix, les déclarants sont des personnes quelconques, qui pour rendre service à la famille, se chargent d'une simple formalité administrative ; dans les villes ce sont souvent deux employés des pompes funèbres ou deux garçons des services de l'hôpital. Pourvu que les uns ou les autres produisent quelques papiers d'identité suffisants pour éviter les erreurs grossières, on ne demande rien quant à leur connaissance personnelle du décédé ou des conditions dans lesquelles le décès s'est produit. Aux armées, il en va tout autrement : parfois les déclarants sont les seules personnes qui puissent attester le décès et le cadavre lui-même ne peut être enseveli, soit parce qu'il est resté à l'intérieur des lignes ennemies, soit parce qu'en raison d'une explosion ou d'un éboulement, on n'en trouve plus aucune trace. Il se peut donc que le décès puisse être considéré comme prouvé ou non, suivant le degré de confiance qu'on doit accorder aux dires des déclarants. C'est ainsi qu'un acte de décès a été annulé parce que l'un des déclarants n'avait fait que répéter ce que l'autre lui avait dit et que ce dernier lui-même étant mort, on avait des raisons de douter de la véracité de son affirmation (Tribunal civil de la Seine, 17 août 1916, acte de décès du caporal Delèpinay). On voit par là que la personnalité des déclarants peut avoir une influence directe sur la force probante de l'acte.

Mais il est un point qui a tout particulièrement

donné lieu dans la pratique à des difficultés, à savoir l'âge des déclarants. Les déclarants de l'acte de décès sont, en même temps, chose bizarre, qualifiés de « témoins, » bien qu'à vrai dire on ne puisse pas être témoin de sa propre déclaration, et qu'on a jamais prétendu, pour les actes de décès dressés dans la vie civile, que les deux déclarants aient dû être témoins du décès au moment où il s'est produit. En réalité, les deux mots sont en contradiction. Toujours est-il qu'en droit commun les déclarants du décès doivent présenter les conditions de capacité des témoins de l'acte de naissance, c'est-à-dire qu'ils aient l'un et l'autre plus de 21 ans révolus. Aux armées, à maintes reprises, il est arrivé que les décès n'ont été attestés que par deux militaires âgés de moins de 21 ans. La loi du 1^{er} juillet 1918 a déclaré que ces actes étaient valables, même rétroactivement, puisque cette loi s'applique à tous les actes de décès dressés depuis le 2 août 1914. Depuis, la Cour de Cassation dans un arrêt récent — (20 janvier 1920) — a rejeté le pourvoi contre un arrêt de la cour d'Appel d'Alger qui avait dénié toute force probante à un acte de décès dressé aux armées en 1914 sur la déclaration de deux témoins dont l'un était mineur (Gazette des Tribunaux du 6 mars 1920).

La rectification administrative est certainement possible lorsque l'indication de l'âge de l'un des deux témoins comme intérieure à 21 ans, était erronée et que le témoin déclarant avait en réalité plus de 21 ans. La rectification administra-

tive est encore possible lorsque — chose extrêmement fréquente — l'acte ne porte aucune indication quant à l'âge des deux déclarants. Il était parfois assez difficile dans ce dernier cas, d'aller rechercher quel était au juste l'âge des deux déclarants, et l'on se contentait de présumer que l'un et l'autre devaient être majeurs, ce qui, par conséquent, supprimait toute contestation quant à la validité de l'acte. On voit, par contre coup, combien il était dur de discuter judiciairement la validité d'un acte dans lequel un des deux déclarants était indiqué comme ayant moins de 21 ans alors que vraisemblablement aucun Tribunal n'aurait jugé qu'un acte de décès avait perdu toute force probante parce qu'il était muet sur l'âge des deux déclarants. Ce point mériterait de plus amples développements dans lequel nous ne pouvons entrer étant donné qu'ils sortent du cadre de notre étude.

I. — L'Officier de l'État-Civil

Si, aux termes de l'article 191 du Code civil tout mariage qui n'a point été célébré devant l'officier de l'état-civil public compétent peut être attaqué, inversement un acte de décès dressé par un officier de l'état-civil incompétent ne perd rien de sa force probante du fait de cette incompétence. Le cas est d'ailleurs fréquent. L'article 55 précise que les déclarations de naissance doivent être faites devant l'officier de l'état civil « du lieu » c'est-à-dire du lieu de la naissance. Ces deux mots ne sont pas répétés par l'article 78 en ce

qui concerne les actes de décès, mais il n'en est pas moins vrai que l'officier de l'état-civil de la commune où le décès se produit est, en principe, le seul compétent pour dresser l'acte. Malheureusement il arrive souvent, lorsque le lieu du décès est voisin du domicile du décédé et que le cadavre est immédiatement transporté à ce domicile, que la déclaration de décès est faite, non pas devant l'officier de l'état-civil de la commune du décès, mais devant celui de la commune du domicile. Dans cette hypothèse il y a lieu, à notre avis, contrairement à ce que prévoit l'article 80, de faire transcrire au lieu du décès l'acte dressé à tort au lieu du domicile.

En ce qui concerne les actes dressés aux armées, cette question ne se pose pas parce que les officiers de l'état-civil militaires sont généralement mobiles, exception faite pour les gestionnaires d'hôpitaux fixes. Ils sont désignés, non pas comme officiers de l'état-civil de tel ou tel lieu, mais comme officiers gestionnaires de telle ou telle ambulance « étant à... ». Dans ces conditions, il importe peu que le lieu où l'acte est dressé ne coïncide pas avec celui où le décès s'est produit. On peut même dire, d'une façon générale, qu'aux armées tout officier de l'état-civil militaire est compétent pour dresser n'importe quel acte de décès.

Par contre, deux questions se posent en ce qui concerne l'officier de l'état-civil : les articles 93 et 95 du Code civil énumèrent tous les militaires qui peuvent avoir la qualité d'officiers de l'état-

civil, tous sont des officiers, sauf exception. Nous entendons par là des expressions telles que « médecin, directeur ou son suppléant »... « le chef de l'expédition ».

Au cours de la guerre qui vient de prendre fin, un certain nombre d'actes de décès ont été dressés par des sous-officiers ne rentrant pas dans l'énumération de l'article 93. Ces actes sont-ils nuls ? Nous ne le pensons pas car on pourrait toujours invoquer en leur faveur la force majeure. Néanmoins pour éviter toute chicane et aussi pour se mettre à l'abri contre les hasards d'une jurisprudence importunément formaliste, un sénateur, M. Noël, a déposé, le 12 janvier 1919, une proposition de loi (imprimé du Sénat, n° 5, de l'année 1919), aux termes de laquelle l'énumération des articles 93 et 95 serait élargie avec un effet rétroactif en vue de valider s'il était besoin, les actes de décès auxquels nous avons fait plus haut allusion.

Une autre discussion s'est élevée au sujet des actes de décès dressés aux armées en ce qui concerne l'application de l'article 77, lequel est ainsi conçu: « Aucune inhumation ne sera faite » sans une autorisation, sur papier libre et sans » frais, de l'officier de l'état-civil, qui ne pourra » la délivrer qu'après s'être transporté auprès de » la personne décédée, pour s'assurer du décès, » et que 24 heures après le décès, hors les cas » prévus par les règlements de police. »

Le simple bon sens indiquait à priori que cet article est inapplicable aux décès survenus aux

armées et, tout particulièrement, aux décès survenus en première ligne dans les tranchées ou au cours d'un combat. A la guerre, on inhume comme on peut et quand l'on peut. La simple précaution à prendre est de s'assurer de l'identité des défunts avant de procéder à l'inhumation, mais exiger préalablement un permis d'inhumer dressé sur papier libre et sans frais aurait été une prétention tout à fait ridicule.

D'autre part l'article 77 ne parle pas de l'acte de décès proprement dit, mais uniquement du permis d'inhumer et la question de savoir si l'officier de l'état civil se transporte ou non auprès de la personne décédée, n'a aucune influence sur la validité de l'acte de décès.

Toutefois dans la première année de la guerre, les officiers de l'état civil aux armées étaient munis de registres imprimés à l'avance dont ils n'avaient qu'à remplir les blancs et où se trouvait cette malencontreuse formule : « Conformément » à l'article 77 du Code civil, nous nous sommes » transporté auprès de la personne décédée et » nous sommes assuré de la réalité du décès »...

Cette formule ne pouvait presque jamais correspondre à la réalité des faits, à moins que le décès ne se fut produit à une certaine distance en arrière des lignes. La majeure partie des officiers de l'état civil militaires n'y attachaient aucune importance et la laissaient subsister sans modification. Il suffisait d'ailleurs de constater qu'entre la date du décès et celle de l'établissement de l'acte il s'était écoulé plusieurs jours, voire même

plusieurs semaines ou plusieurs mois, pour se convaincre que la formule était mensongère.

D'autres officiers de l'état-civil, plus scrupuleux, corrigeaient par une mention manuscrite la formule imprimée : « Nonobstant l'article 77 du » Code civil, nous n'avons pu nous transporter » auprès de la personne décédée, ni nous assurer » la réalité du décès... »

Plusieurs tribunaux civils ont mis en doute, bien à tort selon nous, la valeur des actes de décès ainsi rédigés. Il était impossible de rétablir par voie de rectification administrative la formule imprimée puisque l'officier de l'état-civil avait commis l'imprudence d'en souligner la fausseté. Ici, la loi du 30 septembre 1915 était inefficace et il a fallu employer un moyen plus radical, celui de la loi du 1^{er} juillet 1918, qui a édicté que les déclarations de décès aux armées pourraient être dressées sans que l'officier de l'état-civil se fut transporté auprès de la personne décédée. A partir de ce moment le Ministère de la Guerre ne distribua plus aux officiers de l'état-civil que des registres imprimés dans lesquels la formule reproduite plus haut ne se trouvait plus.

Peut-on supposer qu'à partir de la loi du 1^{er} juillet 1918 on pouvait par voie de rectification administrative, supprimer, avant la transcription, toute la partie de la formule relatant la constatation personnelle ou l'absence de constatation personnelle de l'officier de l'état-civil ? Pour notre part nous estimons que la rectification était non seulement possible, mais souhaitable pour répon-

dre à l'esprit qui avait animé les auteurs de la loi du 1^{er} juillet 1918 et du 18 avril 1918. Néanmoins, il n'est pas à notre connaissance que cette suppression ait jamais été faite. On a tout simplement laissé avec leur formule primitive les actes mentionnant la constatation ou l'absence de constatation, puisque dans un cas comme dans l'autre, l'acte de décès était régulier.

CHAPITRE ONZIÈME

INITIATIVE DE LA RECTIFICATION

La loi du 30 septembre 1915 était muette sur le point de savoir qui devait avoir l'initiative de la rectification administrative, et vraisemblablement la question n'avait jamais été posée au cours des travaux préparatoires : les rapports eux-mêmes non plus que le projet de loi dans son exposé des motifs, ne donnent là-dessus le moindre éclaircissement. Au contraire la loi du 18 avril 1918, dans l'alinéa 2 de l'article 2, énumère les personnes qui peuvent provoquer cette rectification. L'ordre dans lequel ces personnes sont indiquées, n'implique peut-être pas une gradation ascendante ou descendante par rapport soit à la fréquence, soit à la subsidiarité, si l'on nous permet ce barbarisme. En effet cet alinéa commence par ces mots : « elle intervient d'office ». Or, comme nous allons le voir, la rectification d'office est exceptionnelle et, à fortiori, on se tromperait étrangement si l'on supposait que les parties intéressées, qui sont désignées à la fin de l'alinéa, n'ont le droit de provoquer la rectification que si aucune des autorités qui la précèdent matériellement dans le texte de l'alinéa, ont négligé de le faire.

Il faut voir plus tôt dans l'ordre suivi par la loi, une explication grammaticale. Pour alléger la phrase on a mis les mots « d'office » en tête, parce que dans la suite, les trois mots « sur la requête » pouvaient dominer tout le restant de l'énumération. En effet, l'alinéa tout entier est ainsi conçu :

« Elle intervient d'office, ou sur la requête soit » de l'officier de l'état-civil qui a dressé ou trans- » crit l'acte, soit du procureur de la République, » soit des parties intéressées. »

Pour qui lirait superficiellement cette phrase, il semblerait que l'énumération vise successivement cinq personnes ou groupes de personnes, mais, comme nous le verrons tout à l'heure, il y en a en réalité six ou plus de six :

A. — Rectification d'office

On suppose que le ministre de la Guerre ou de la Marine recevant du front copie d'un acte de décès s'aperçoit spontanément des erreurs ou des lacunes et rectifie de lui-même.

En ce qui concerne les lacunes, il est exact que les services du Ministère de la Guerre ou du Ministère de la Marine les relèvent ; en ce qui concerne les erreurs cela est plus douteux, mais dans un cas comme dans l'autre, le ministre de la Guerre ou le ministre de la Marine ne pourra pas ou ne pourra presque jamais combler spontanément les lacunes ou redresser les erreurs, sans avoir pris des renseignements auprès des autres personnes qui sont énumérées dans l'article 2 alinéa 2. On peut dire il est vrai, que si le ministre de la Guerre, par exemple, ne fait que

demander des éclaircissements au maire du domicile du défunt, la rectification n'est pas opérée à la requête de ce maire et qu'elle intervient, dans une certaine mesure, d'office ; si l'on prend ce mot dans ce sens large, la conséquence logique est que toutes les rectifications ont lieu d'office. Presque immédiatement après la mise en vigueur de la loi du 30 septembre 1915, on considéra au Ministère de la Guerre, tous les actes de décès venus du front comme étant erronés sauf exception. Dans ces conditions, lorsqu'un acte semblait, à première vue, régulier, cela tenait à ce que les erreurs dont il était entaché étaient insuffisamment apparentes. C'est pourquoi le Ministère de la Guerre ordonna à tous les maires, avant de procéder à la transcription, de vérifier sur les actes de l'état-civil concernant les décédés et conservés dans leur archives, actes de naissance, acte de mariage, etc., en vue de déceler par la comparaison les imperfections de l'acte de décès. Quand ce moyen était impossible, parce que le décédé n'était ni né, ni marié dans la commune où il avait son dernier domicile, le maire devait convoquer à la maison commune les plus proches parents présents sur les lieux, père, mère, épouse, il devait les interroger, leur demander s'ils n'avaient pas en leur possession des expéditions de l'acte de naissance du défunt. Enfin, au cas où ce dernier moyen serait lui-même hors de la portée du maire du dernier domicile, on faisait appel à sa connaissance personnelle de l'identité du défunt.

De la sorte le Ministre de la Guerre ou le Ministre de la Marine prenait les devants et la prévision de l'article 2 alinéa 2 en ce qui concerne la requête émanant de toutes autres personnes devenait inutile. Il en aurait été ainsi si les seuls actes de décès des militaires susceptibles de rectification administrative étaient les actes dressés dans la zone des armées ; mais, nous l'avons vu, les actes de décès dressés dans la zone de l'intérieur pouvaient, eux aussi, être rectifiés administrativement et pour ces derniers l'énumération conserve toute son utilité.

B. — L'officier de l'état-civil qui a dressé l'acte

L'officier de l'état-civil qui a dressé l'acte peut être ou non celui du domicile du défunt. Si le défunt est mort chez lui en permission, par exemple, ou en congé de convalescence, il n'y a aucune transcription de son acte de décès. Théoriquement, le Ministre de la Guerre ne devrait pas recevoir copie de l'acte, puisque les articles 93 et suivants ne s'appliquent pas à ce cas, mais, dans la pratique, les maires reçoivent l'ordre de transmettre copie au Ministre de la Guerre ou de la Marine de tous les actes de décès concernant des militaires ou des marins. Dans le cas que nous envisageons, l'acte de décès du militaire était dressé dans les mêmes conditions que la plupart des actes de décès des civils. Or les actes de décès des civils sont, même en temps de paix, fréquemment erronés ou incomplets ; leur redressement ne peut résulter que d'un jugement ou

depuis la loi du 20 novembre 1919, d'une ordonnance. Si, au contraire le maire, après l'établissement de l'acte, a reconnu qu'il a été induit en erreur par les déclarants ou qu'il a lui-même commis des inexactitudes dans la réception des déclarations, il peut s'adresser au ministre en vue d'une rectification administrative.

Si le militaire est mort, par exemple, dans un hôpital de la zone de l'intérieur, le maire qui a dressé l'acte peut être saisi de réclamations de la part de la famille : c'est ce qui s'est passé notamment au sujet de décès survenus à l'hôpital Begin à Saint-Mandé (Seine). Un certain nombre de militaires domiciliés à Paris étant décédés à l'hôpital Begin, les parents allèrent chercher copie de l'acte de décès non pas à la mairie de leurs domiciles respectifs, où la transcription avait eu lieu, mais à la mairie de Saint-Mandé, où se trouvait l'original et la mairie de Saint-Mandé signala au Ministère de la Guerre les rectifications à opérer.

C. — Le maire qui a transcrit l'acte

Cette hypothèse est beaucoup plus fréquente que la précédente. Si un militaire originaire de Bayonne est décédé dans un hôpital de Lannion (Côtes-du-Nord), il y a bien peu de chances pour que le maire de Lannion soit avisé directement des erreurs ou des lacunes. Au contraire le maire de Bayonne le sera facilement par les parents et amis du défunt domiciliés dans la même ville que

lui ; c'est donc lui qui signalera au ministre les rectifications nécessaires.

D. — Le Procureur de la République

Malgre le singulier employé par la loi, il serait plus exact de dire « les deux Procureurs de la République », celui de l'arrondissement dans lequel l'acte de décès a été dressé et celui de l'arrondissement dans lequel l'acte de décès a été transcrit. Il n'y a aucune bonne raison pour que le droit de requérir rectification soit reconnu à l'un et non à l'autre. En fait il est vraisemblable que le procureur n'a pas dû fréquemment user de ce procédé, parce que le maire est toujours avisé avant lui de la rectification qui s'impose. On peut seulement envisager l'hypothèse suivante : des parents ayant entre les mains une expédition erronée de l'acte de décès d'un militaire, sont allés chez un avoué pour former une requête en vue de faire redresser judiciairement l'erreur. Le dossier est venu entre les mains du procureur de la République et celui-ci après avoir convoqué les requérants, leur a démontré que la voie judiciaire ne s'imposait pas, que, même, elle n'aurait que des inconvénients, qu'il y a lieu d'employer de préférence la voie administrative et sur la demande même des parents, c'est lui, procureur de la République qui transmet tout le dossier au Ministère. Il y aurait là ce qu'on pourrait appeler une bifurcation dans la procédure : la procédure commencée dans le sens judiciaire a dévié dans le sens administratif.

E. — Les parties intéressées

L'expression « parties intéressées » est intentionnellement très vague ; on pense immédiatement aux proches parents : ascendants, conjoints, frères et sœurs, mais à défaut des uns ou des autres, on peut considérer comme partie intéressée tous les autres membres de la famille, même si ce sont des collatéraux plus éloignés. Si le défunt était veuf et n'avait aucun autre parent que ses enfants mineurs, on peut considérer comme partie intéressée toute personne s'intéressant au sort de ces enfants et désireuse d'organiser leur tutelle. Nous pourrions multiplier à l'infini les suppositions, étant donné que le texte dans son imprécision, autorise la rectification administrative à la requête de toute personne pourvu qu'elle ait un intérêt quelconque si minime soit-il à cette rectification.

Nous croyons même que, si le ministre de la Guerre était requis par une personne quelconque de rectifier administrativement un acte de décès, et si la requête était accompagnée de pièces justificatives probantes, il obtempérerait à la demande sans exiger la preuve que le requérant a intérêt à cette rectification.

CHAPITRE DOUZIÈME

L'ÉPOQUE DE LA RECTIFICATION

La loi du 30 septembre 1915 divisait les rectifications en deux périodes ; l'article 1^{er} visait l'avenir, c'est-à-dire les actes de décès déjà dressés ou devant être dressés jusqu'à la fin de la guerre, mais dans l'un et l'autre cas non encore transcrits. Cet article prévoyait que le Ministre de la Guerre ou le Ministre de la Marine, ajouterait à l'expédition de l'acte par lui reçue, une mention additive ou rectificative avant de l'envoyer au maire de la commune du dernier domicile du défunt, commune où devait être faite la transcription.

L'article 2 parlait des actes de décès « *dressés depuis le 2 août 1914 et déjà transcrits* ». Ces derniers mots pouvaient s'interpréter de deux façons différentes : il fallait entendre par là ou bien les actes de décès déjà transcrits au jour de la promulgation de la loi, ou bien les actes de décès déjà transcrits au moment où serait découverte l'erreur ou l'omission pouvant donner lieu à une rectification administrative. Suivant que l'on choisissait la première ou la seconde de ces interprétations, la conséquence était diamétralement opposée. Si les mots « déjà transcrits » voulaient dire transcrits lors de la promulgation

de la loi du 30 septembre 1915 il fallait en conclure que si le Ministre de la Guerre avait envoyé pour transcription et si le maire avait transcrit un acte de décès erroné ou incomplet, il devenait dans la suite impossible de le rectifier par voie administrative, et un jugement devenait indispensable.

Au contraire, si on prenait les mots « déjà transcrits » dans l'autre sens, la rectification administrative restait possible après transcription, même si cette transcription avait eu lieu en 1916 ou dans les années suivantes.

Le texte n'était incompatible ni avec l'un ni avec l'autre des deux systèmes. Le Ministre de la Justice aurait plutôt penché vers l'interprétation la plus stricte, le Ministre de la Guerre, inversement, vers l'interprétation la plus large et, comme, en fait, c'était lui qui discrétionnairement décidait s'il y avait lieu ou non à rectification administrative, dans la pratique, à la suite de la loi de 1915, on n'hésita pas à rectifier administrativement tous les actes de décès des militaires, à quelque époque qu'ils eussent été transcrits. D'ailleurs cette manière d'opérer se justifiait par les travaux préparatoires de la loi de 1915. Dans son rapport du 26 août 1915, M. Georges Leredu, député, avait écrit ce qui suit :

« Ce projet de loi..... a pour but de remplacer,
» pendant la durée de la guerre, les formes judiciaires..... par des mesures purement administratives qui permettront, *avant* comme après
» toute transcription des actes de décès des

» militaires dressés aux armées, de combler les
» lacunes de ces actes..... »

A vrai dire les mots « après toute transcription » pouvaient s'entendre des transcriptions déjà opérées à la date de la promulgation de la loi alors en préparation, mais vraisemblablement le rapporteur n'avait pas entendu donner à cette expression là une précision extrême. Néanmoins, on pouvait y voir ce qu'y a vu le Ministre de la Guerre, autrement dit l'autorisation de rectifier administrativement dans tous les cas.

La loi du 18 avril 1918 supprima d'ailleurs toute ambiguïté sur ce point. La commission interministérielle fut, en effet, saisie par le représentant du Ministre de la Guerre d'une demande formelle en ce sens, demande, qui, après les explications qui furent données, ne rencontra aucune opposition. L'article 2 alinéa 3, de la loi du 18 avril 1918 est ainsi conçu :

« Elle (la rectification administrative) peut
» avoir lieu, soit que l'acte de décès ait été dressé
» sur les registres de la commune où le défunt
» était domicilié, soit qu'il doive y être transcrit,
» soit qu'il y ait déjà été transcrit. »

Cet alinéa prévoit trois hypothèses : dans la première il n'y a pas de transcription du tout, puisque, s'il y en avait une, ce serait précisément sur les registres de la commune où l'original a été dressé. Il va de soi, dans ce cas, que la rectification interviendra postérieurement à l'établissement de l'acte. Nous aurions même pu nous dispenser d'énoncer cette vérité par trop évidente,

si nous ne devons nécessairement envisager les trois cas prévus par l'article 2 alinéa 3. Les deux autres visent les hypothèses où les actes ont été dressés soit aux armées soit ailleurs, qu'ils aient déjà été transcrits ou non.

* * *

L'article 9 alinéa 1^{er} de la loi de 1918 envisage le cas où un acte de décès a déjà été rectifié administrativement et où l'on s'aperçoit ultérieurement qu'il contient des erreurs ou des lacunes qui n'ont pas été redressées par la rectification. Dans ce cas, une nouvelle rectification administrative est-elle possible ? On pouvait en douter avec le texte de la loi de 1915, dont l'article 1^{er} alinéa 3 est ainsi conçu :

« Les rectifications effectuées en vertu de la » présente loi ne feront pas obstacle s'il y a lieu » à une rectification judiciaire ».

Ce dont on aurait pu inférer qu'après une rectification administrative, une rectification judiciaire était seule possible. Par exemple, si l'orthographe du nom du défunt avait été déformée et rétablie par rectification administrative, il eût fallu un jugement pour ajouter ou supprimer un prénom à ceux que l'acte énumérait comme étant ceux de sa mère. On voit par cet exemple combien une telle manière d'envisager les choses eût été rigoureuse, et même en contradiction avec l'esprit qui avait animé le législateur de 1915. Aussi, dans la pratique, le ministre de la Guerre n'avait-il jamais hésité à rectifier administrativement deux et trois

fois de suite le même acte. Une raison majeure l'y poussait : les rectifications administratives se faisaient au nombre de plusieurs centaines par jour. Il eût été impossible dans ces conditions que des erreurs de plume n'eussent pas lieu dans les rectifications elles-mêmes. Si donc les services du Ministère avaient commis des erreurs d'orthographe ou autres dans une rectification, il eût été excessif de leur interdire de la rectifier eux-mêmes. Il arrivait aussi que les documents fournis par les municipalités en vue de la rectification étaient ultérieurement contredits par d'autres documents ; le ministre se trouvait donc dans l'obligation ou de rétablir le texte primitif de l'acte de décès comme étant le seul exact, ou de substituer à la version par lui d'abord adoptée, une troisième version seule correspondante à la réalité des choses. Pour tous ces motifs, les rectifications administratives pouvaient s'accumuler à la suite d'une acte les unes derrière les autres. La loi de 1918 dans son article 9 alinéa 1^{er}, permet aux intéressés, après une rectification administrative, de faire rectifier l'acte soit administrativement, soit judiciairement, pourvu qu'on se trouvât par ailleurs dans les conditions énumérées par la loi.

L'hypothèse inverse peut aussi être envisagée c'est-à-dire que l'acte de décès d'un militaire ayant été rectifié judiciairement, on demandait qu'il

fût ensuite rectifié administrativement. Dans la rigueur des principes, la réciprocité pouvait parfaitement être admise. Il n'y a pas de prérogative, en matière de rectification, de l'autorité judiciaire sur l'autorité administrative ou inversement. Avant la loi de 1915, les rectifications ne pouvaient se faire que judiciairement. Avec cette loi, la justice et l'administration étaient mises sur le même pied avec les restrictions indiquées par la loi quant aux personnes décédées, quant à la nature des actes, etc. Leurs pouvoirs étaient exactement les mêmes et les effets de la rectification étaient identiques. D'autre part, les rectifications d'actes de l'état-civil ayant lieu par voie de juridiction gracieuse, n'ont pas l'autorité de la chose jugée. En conséquence, rien n'empêchait le législateur de déclarer qu'un acte de décès rectifié judiciairement pouvait être ensuite rectifié administrativement si de nouvelles erreurs étaient reconnues quels que fussent les points sur lesquels eussent porté la rectification judiciaire.

Toutefois, il n'osa pas aller si loin, par suite d'un scrupule peut-être exagéré de respect pour l'autorité des tribunaux. L'article 9 alinéa 2 de la loi de 1918 ne permet au Ministre de la Guerre ou de la Marine de rectifier un acte de décès déjà judiciairement rectifié, qu'en ce qui concerne les énonciations sur lesquelles le jugement n'a pas expressément statué. Si, par exemple, un jugement a remplacé dans les prénoms du père du défunt, Max par Maxime, et que l'on s'aperçoive qu'en réalité le prénom était Maximin, il faudra

un nouveau jugement pour introduire dans l'acte de décès le véritable prénom.

Comme il est vraisemblable que le jugement n'a pas été demandé uniquement sur le point pour lequel une rectification administrative eût été suffisant, on peut trouver que la loi de 1918 a été ici bien timide. L'inconvénient est d'ailleurs minime, car, à partir de la loi de 1918, les rectifications judiciaires d'actes de décès des militaires ont été très peu nombreuses.

CHAPITRE TREIZIÈME

LA RÉALISATION

Voyons maintenant par quels procédés le ministre de la Guerre ou de la Marine réalise la rectification administrative. Un cas doit-être mis tout d'abord à part : le cas le plus simple, celui où l'acte de décès est dressé sur les registres de la commune où le défunt était domicilié. On peut supposer que le militaire était chez lui, en convalescence, ou en permission, ou bien encore que l'hôpital où il était en traitement se trouvait précisément dans la commune de son domicile. Nous avons vu plus haut que dans ce cas il n'y avait pas lieu à transcription, et, cependant, même dans cette hypothèse une subdivision s'impose, suivant que l'erreur est découverte et rectifiée alors que l'officier de l'état-civil a encore les deux doubles des registres de décès entre les mains, ou suivant que l'année a pris fin postérieurement à la rectification administrative. On sait, en effet, que tous les ans, le 31 décembre, les registres sont clos et arrêtés et que l'un des

deux doubles reste dans les archives de la mairie, alors que l'autre est déposé au greffe du Tribunal civil de l'arrondissement.

I. — *Les deux registres sont encore entre les mains du maire.* — Dans ce cas le maire envoie au Ministre de la Guerre une expédition de l'acte de décès contenant des erreurs ou des lacunes et il y joint toutes pièces de nature à justifier la rectification sollicitée par lui. Le plus souvent, ces pièces seront des actes de l'état civil antérieurs, notamment l'acte de naissance ou l'acte de mariage du défunt, l'acte de décès de son père, ou de sa mère, etc... Si la famille ne peut fournir au maire aucune pièce de l'état civil mais qu'elle produise des actes notariés ou d'autres actes dont l'authenticité, au sens large du mot, n'est pas douteuse, ces actes pourront également servir de base à la rectification administrative.

Le Ministre de la Guerre, en possession du dossier, examine la question de savoir si les pièces fournies à l'appui de la demande sont probantes ; s'il les juge insuffisantes, il en réclame d'autres, ou même il rejette la demande. Si, au contraire, l'erreur alléguée est à ses yeux prouvée, il ajoute à l'expédition qui lui a été envoyée une mention additive ou rectificative. Cette mention dans la pratique, est toujours précédée d'une énonciation au tampon portant les mots « Mention additive, loi du 18 avril 1918 ». Ceci fait, il retourne au maire l'ensemble du dossier après avoir noté sur une fiche qu'il conserve la rectification par lui ordonnée.

Le maire aura alors successivement deux choses à faire :

A. — Recopier intégralement la mention dans le corps du registre, à la date de laquelle il la reçoit, en indiquant qu'elle se réfère à un acte déjà dressé, portant au registre tel numéro : cette indication précède la copie de la mention.

B. — Ensuite, recopier sommairement cette mention en marge de l'acte de décès, en indiquant qu'elle se trouve dans le corps du registre sous tel numéro d'ordre.

Il va de soi qu'il opérera de la même façon pour l'un et pour l'autre des deux doubles des registres de décès.

Avant la loi de 1918, il était arrivé fréquemment que le maire se contentât de la mention en marge de l'acte de décès, mais ce procédé était défectueux ; la rectification pour un même décès pouvait porter sur un si grand nombre de points que la rectification était aussi longue ou presque aussi longue que l'acte de décès lui-même. Comme elle doit être portée en marge et que, tout naturellement, la marge est moins large que le restant du registre, la mention devait parfois être condensée sur un petit espace, en très fine écriture, presque illisible. Le procédé que nous avons indiqué plus haut offre l'avantage, en cas d'illibilité de la mention en marge, de pouvoir se reporter à l'inscription insérée plus loin dans le corps du registre. Même si, dans la mention marginale, le numéro d'ordre de la transcription de la rectification dans le corps du registre est

illisible, il sera toujours facile de retrouver la référence en se reportant à la table annuelle qui, nécessairement, répétera le même nom pour deux numéros d'actes du registre, le premier concernant l'acte de décès lui-même, le second concernant la mention additive ou rectificative.

II. — Prenons maintenant la même hypothèse avec cette variante qu'*au moment où l'expédition de l'acte de décès complétée par la mention additive ou rectificative arrive entre les mains du maire, il n'a plus dans les archives de sa commune que l'un des deux doubles, l'autre étant parti au greffe*. Par exemple, l'acte de décès a été dressé en décembre 1919 et la rectification revient en avril 1920. Dans ces conditions, le maire transcrira dans le corps des deux doubles des registres de décès de 1920 la rectification administrative et il la mentionnera en marge de l'acte de décès sur celui des deux doubles de 1919 qu'il possède encore. Après quoi, il avisera le Procureur de la République de l'arrondissement, conformément au droit commun de l'article 49 du Code civil de la mention par lui portée en marge et le Procureur de la République veillera à ce qu'une mention semblable soit portée au greffe du tribunal en marge du registre de décès de 1919 qui s'y trouve déposé.

Remarquons-le, le greffier n'a jamais à faire sur les registres autre chose que des mentions marginales. Il n'a jamais le droit d'insérer quoi que ce soit dans le corps des registres et, d'autre part, il ne peut faire une mention marginale qu'une fois opérée une mention semblable à la

mairie. C'est une vérité banale, qui devrait être connue de tous ceux qui ont à s'occuper à un titre quelconque d'affaires concernant l'état-civil ; néanmoins, il arrive à chaque instant que des significations soient faites directement au greffe par des huissiers au nom des parties intéressées ou au nom de leurs avoués, pour enjoindre au dit greffier de porter en marge de tel ou tel acte telle ou telle mention. Naturellement, le greffier refuse d'obtempérer à l'ordre qui lui a été ainsi donné et l'avoué mécontent signale parfois le cas au Procureur de la République, avec une plainte contre le greffier. Cette plainte ne peut pas avoir de suite, le greffier n'ayant aucune peine à se justifier dans l'espèce.

III. -- Autre hypothèse, presque semblable à la précédente : *l'acte a été dressé sur le front puis transcrit à la mairie du domicile du défunt* ; le maire opérera exactement comme s'il avait dressé lui-même l'acte, mais le ministre de la Guerre aura, cette fois, à porter la mention de la rectification sur le registre original, après le dépôt prévu par la disposition finale de l'article 95 du Code civil :

« Les registres seront arrêtés le jour du passage des armées sur le pied de paix ou de la levée de siège. »

» Ils seront adressés au Ministre de la Guerre ou de la Marine, pour être déposés aux archives de leur département ministériel. »

Cette disposition résulte de la loi du 8 juin 1893. Au moment où a été votée cette loi, on pensait

que la guerre future ressemblerait aux guerres du second empire y compris celle de 1870-1871, autrement dit qu'elle ne durerait que quelques mois. On s'imaginait qu'un registre remis entre les mains d'un officier de l'état civil aux armées serait amplement suffisant jusqu'à la fin de la guerre. Est-il besoin d'ajouter que le législateur a malheureusement été trompé dans ses prévisions ; certains registres de décès se sont trouvés remplis bien avant la fin de 1914 après quelques mois de guerre, et l'on peut être assuré qu'aucun registre de décès n'a servi d'une façon continue depuis le 2 août 1914 jusqu'au 11 novembre 1918. Certains registres ont été clos et arrêtés bien avant qu'ils aient été complètement remplis, parce que l'unité combattante à laquelle ils étaient destinés était dissoute ou que la formation sanitaire cessait d'exister.

En réalité les registres de décès n'ont pas cessé de revenir à Paris les uns après les autres, depuis le début de la guerre jusqu'à la fin et au-delà et les services ministériels ont dû surveiller avec le plus grand soin leur rentrée, ce qui a d'ailleurs permis de constater que plusieurs d'entre eux avaient été perdus. Nous ne pourrions donner à cet égard aucune statistique : il serait pourtant intéressant de posséder sur ce point des renseignements provenant de source autorisée. Après la retraite de Charleroi, après les combats malheureux de mars 1918, il est vraisemblable qu'un assez grand nombre de registres ont dû disparaître avec ceux mêmes qui étaient chargés

de les tenir. Il en est résulté que certains décès, qui avaient cependant fait l'objet d'un acte régulier, ne peuvent plus être constatés et qu'aujourd'hui les militaires qui y étaient désignés sont comptés comme disparus, à moins que l'expédition de l'acte ait pu être à temps envoyée au ministère et y parvenir.

Toujours est-il qu'au fur et à mesure de la rentrée des registres, le Ministre de la Guerre a dû porter en marge des actes les rectifications opérées sur les transcriptions dans les communes des domiciles respectifs des défunts. Nous ignorons, bien entendu, avec quelle régularité les Ministres de la Guerre et de la Marine ont opéré ces mentions a posteriori. Nous ne doutons pas du zèle et du soin des administrations ministérielles chargées de cette tâche, nous ne serions cependant pas très étonnés si l'on nous disait qu'elle a été quelque peu négligée, car elle n'offre qu'un intérêt secondaire. En principe, le Ministre de la Guerre ou de la Marine ne délivre pas d'expéditions d'après les registres qu'il a entre les mains ; les intéressés doivent s'adresser aux maires des communes où les actes ont été transcrits. Ce principe était sans exception jusqu'à la loi du 18 février 1916, qui permet, à titre exceptionnel au Ministre de la guerre seulement, et non à celui de la Marine de délivrer des expéditions pour la formation des dossiers de pensions. On voulait aller vite, en ce qui concerne les militaires domiciliés avant la guerre dans les départements occupés par l'ennemi, toute transcription devenait

impossible. Malgré la loi dont nous venons de parler, la délivrance d'expéditions par les services ministériels restait l'exception en théorie tout au moins, et l'on comprend que l'apposition, sur les registres revenus du front, des mentions déjà opérées sur les registres de la zone de l'intérieur, ne présentait qu'un intérêt relatif; elle est, au contraire, très intéressante pour les actes de décès des militaires domiciliés dans la zone occupée par l'ennemi, pour lesquels aucune transcription n'a pu être opérée.

La loi de février 1918 permettait, nous venons de le voir, au Ministre de la Guerre, de délivrer des expéditions pour un usage restreint, mais aucune loi n'a permis aux officiers de l'état-civil militaires de la zone des armées de délivrer des expéditions d'après leurs registres. Cette règle n'a pas toujours été scrupuleusement observée et, surtout au début de la campagne, malgré des instructions très fermes, plusieurs officiers de l'état-civil aux armées ont envoyé aux familles des expéditions d'actes de décès. Ces expéditions n'ayant pas passé par la voie hiérarchique n'ont pu être rectifiées administrativement.

IV. — *L'acte a été dressé aux armées et le Ministre de la Guerre reconnaît une erreur ou une lacune avant de le transmettre pour transcription.* Dans ce cas, le maire recevra une expédition où la rectification administrative sera placée à la suite de l'acte primitif. Plusieurs maires, surtout dans la période antérieure à la loi du 18 avril 1918, n'ont pas bien compris ce qu'ils devaient

faire, et au lieu de recopier l'acte d'abord et la rectification ensuite, ils ont d'eux-même corrigé l'acte au moyen de la rectification et s'en expliquaient en disant qu'il était ridicule de recopier un acte erroné, quand on avait entre les mains les éléments nécessaires pour y substituer un acte exact et régulier. Nous pouvons ajouter qu'en vertu de la loi du moindre effort, ils y trouvaient l'avantage d'avoir une transcription plus courte. Le procédé, en effet, eût été excellent si tous les maires avaient été assez expérimentés pour procéder sans maladresse à ce « rapiécage » de l'acte, mais beaucoup auraient été incapables de refaire un acte exact avec les indications données en dessous. Il aurait fallu que le ministre lui-même procédât à cette opération et il n'en avait ni le temps ni les moyens matériels, sous forme de personnel en nombre suffisant. Nous l'avons vu, le nombre de rectifications était, chaque jour, considérable. C'est pourquoi, sur les chemises des dossiers renvoyés aux maires, on finit par leur expliquer qu'ils ne devaient pas mêler l'acte et la rectification, mais bien transcrire l'un après l'autre. Les maires acceptèrent finalement de se plier aux ordres reçus mais, pour certains d'entre eux du moins, non sans protester.

V. — *L'acte de décès a été dressé dans la zone de l'intérieur et transcrit également dans la zone de l'intérieur.* Par exemple, un militaire domicilié à Melle est mort dans un hôpital de Macon ; l'acte a été dressé à Macon et transcrit à Melle. Le plus souvent, l'erreur sera découverte après trans-

cription, dans la commune où la transcription a eu lieu parce que c'est dans cette commune qu'habitent encore les proches parents du défunt. Dans ces conditions, le Ministre de la Guerre, lorsqu'il aura arrêté les termes de la rectification administrative, devra simultanément la porter à la connaissance de la mairie de Melle et à celle de la mairie de Maçon, mais il n'aura pas à le faire de la même façon pour l'une et pour l'autre. Le maire de Melle en réclamant la rectification, enverra une expédition de la transcription de l'acte de décès et c'est à la suite de cette expédition que le Ministre de la Guerre inscrira la rectification. Au contraire, en ce qui concerne l'acte de décès original, le Ministre de la Guerre connaît bien à la date à laquelle il a été dressé, date répétée sur la transcription mais il ignore le numéro d'ordre de l'acte de décès sur le registre de la mairie de Maçon ; il enverra donc la rectification isolée au Procureur de la République de Maçon lequel la transmettra au maire, et, une fois la transcription de la rectification faite à la mairie il veillera à ce qu'une mention de la rectification soit portée en marge du registre des décès conservé au greffe, à moins que la mairie de Maçon n'ait encore entre les mains les deux registres de l'année dans laquelle l'acte aura été dressé.

Tel est, nous venons de le dire, le cas le plus général. Mais l'inverse pourra également se produire : voici, par exemple, un soldat domicilié à Paris, qui est mort au grand hôpital militaire Begin, à Saint-Mandé ; la famille pourrait, après

transcription, porter ses réclamations à la mairie de son arrondissement ; toutefois, comme le lieu du décès est très proche du domicile, c'est à Saint-Mandé que les demandes de rectification sont le plus souvent formulées. Théoriquement, ce cas n'offre pas plus de difficulté que le précédent. Toutefois, il est possible que le Ministre de la Guerre, après avoir fait rectifier l'original, oublie de faire rectifier la transcription, parce que son attention n'aura pas été suffisamment attirée sur ce fait que la rectification de l'acte reçu à Saint-Mandé ne se suffit pas à elle-même. Quand le Ministre reçoit l'expédition d'une transcription d'acte, le fait même que l'expédition n'est pas celle d'un original démontre qu'il y a lieu de porter la rectification à la connaissance de deux mairies différentes. Au contraire quand c'est l'original qui est directement rectifié, il se peut, nous l'avons vu plus haut, qu'il n'y ait de transcription nulle part, et, dans l'hypothèse à laquelle nous venons de faire allusion en dernier lieu, la confusion peut avoir pour résultat que, l'original étant rectifié, la transcription ne l'est pas.

Il nous est impossible de savoir ce qui, dans la réalité, a pu se produire, il faudrait pour cela faire des enquêtes, que seuls le Ministre de la Guerre ou le Procureur de la République auraient qualité pour entreprendre. Nous ne pouvons donc qu'émettre à ce sujet de simples suppositions.

VI. — *L'acte de décès dressé soit aux armées soit dans la zone de l'intérieur, a été transcrit par erreur dans une commune autre que celle du*

domicile du défunt et la rectification porte précisément sur le domicile. Par exemple un soldat décédé dans un hôpital du Havre a été indiqué dans son acte de décès comme domicilié à Loches ; l'acte de décès a été transcrit à Loches, et ultérieurement on s'aperçoit qu'il était en dernier lieu domicilié à Vendôme. La rectification doit alors être portée à la connaissance des trois mairies et les deux premières peuvent opérer comme nous l'avons indiqué ci-dessus, alors que la troisième, qui n'a pas encore sur ses registres l'acte de décès du défunt doit transcrire d'un seul tenant l'acte, puis la rectification. Aux termes de la loi du 30 septembre 1915, toute rectification devait être précédée d'une copie de l'acte de décès, mais, lorsque cet acte figure déjà sur les registres de la commune, les mairies protestaient vivement contre cette obligation, qui allongeait considérablement leur travail. La loi du 18 avril 1918 a fait une distinction, sur la suggestion de la mairie du 12^e arrondissement de Paris. Dans cette mairie, on ne recopiait les actes de décès avant la rectification administrative, que s'ils ne figuraient pas déjà sur les registres, c'est-à-dire si l'erreur prévue portait sur le domicile. Bien que non prévue par la loi, cette manière de procéder était raisonnable et c'est celle qui est devenue légale depuis le 18 avril 1918. Mais ce que nous avons dit plus haut quant aux omissions possibles du Ministère de la Guerre au cas de la double rectification, se représente avec plus de vraisemblance encore dans l'hypothèse de la triple rectification. Dans

l'exemple que nous avons pris, ce qui importe surtout, c'est que la transcription faite à Vendôme soit exacte, puisque c'est à Vendôme que la famille du défunt a des chances de rester et que c'est à cette mairie qu'elle s'adressera vraisemblablement pour se faire délivrer les expéditions dont elle aura besoin. Il est certain que la rectification sera portée à la connaissance de cette dernière mairie, puisque c'est précisément sur la question de domicile que l'acte a été rectifié, mais il est beaucoup moins certain que la même rectification sera portée à la connaissance de la mairie du Havre lieu du décès et encore plus douteux qu'elle sera portée à la connaissance de la mairie de Loches où la transcription, faite par erreur, n'offre en somme aucun intérêt.

Pour l'acte transcrit à Loches, il s'agit bien moins d'une rectification partielle touchant le domicile que d'une annulation totale. Nous avons eu occasion de voir à la mairie de X... un acte (1) retourné par le Ministère avec la mention rectificative que voici :

« Le présent acte de décès ayant été transcrit à
» tort le 21 septembre 1915 à X... une nouvelle
» transcription a été régulièrement opérée le 3
» mars 1920 sur le registre du 14^e arrondissement
» de Paris, dernier domicile du défunt. Paris le
» 16 avril 1920. Pour le Ministre de la Guerre
» etc... »

(1) Auguste Philippe-Amédée Dumontier, du 354^e régiment d'infanterie décédé le 7 mai 1915.

Et sur la chemise du dossier parvenu à la mairie de X... il était dit :

« M. le Garde des Sceaux consulté sur la règle
» à suivre en cas de transcription surabondante,
» a fait connaître par avis en date du 2 juillet 1915,
» qu'il y a lieu de réparer cette irrégularité par
» application de la procédure sus-indiquée. »

Celle de la rectification administrative, ce qui est assez curieux puisque à la date du 2 juillet 1915, la loi qui l'a instituée n'était pas encore promulguée. L'employé des décès de la mairie de X... suivait ponctuellement les instructions données sans pouvoir s'expliquer cette anomalie.

VII. — *L'acte a été transcrit aux colonies* : la seule différence qui se présente lorsque l'acte a été dressé aux colonies, c'est qu'il a été dressé sur trois registres au lieu de deux : un registre restant à la mairie, un autre versé au greffe du tribunal et le troisième envoyé à Paris au Ministère des Colonies. Le Procureur de la République, après avoir fait inscrire sur le registre conservé au greffe du tribunal la mention en marge, devra transmettre copie de cette mention, laquelle sera également portée en marge de l'acte qui figure sur le registre conservé à Paris, rue Oudinot.

VIII. — *Actes de décès dressés ou transcrits à l'étranger dans un consulat français*. L'analogie avec les actes dressés dans les mairies de la zone de l'intérieur est très grande. L'un des deux registres tenus par le consul est en fin d'année conservé dans les archives du consulat, le second est envoyé à Paris au Ministère des Affaires

Étrangères ; le second registre est traité exactement comme le sont les registres conservés dans les greffes des tribunaux de première instance.

IX. — *Actes de décès dressés à l'étranger par des autorités étrangères.* C'est le cas des actes de décès des marins français du Léon-Gambetta, dressés, comme nous l'avons raconté plus haut, par les autorités municipales italiennes de Castri-gnano del Capo. Avant la loi du 18 avril 1918, une copie de ces actes était déposée aux archives du Ministère des Affaires Étrangères et aucune transcription n'avait lieu sur un registre quelconque en France. La loi du 18 avril a ordonné que, dans ce cas, l'acte de décès du défunt serait transcrit sur les registres de son dernier domicile et que, s'il avait été rédigé dans une langue étrangère, la traduction devait préalablement en être faite par les soins du Ministère des Affaires Étrangères.

Il en résulte que le Ministre de la Guerre après avoir rectifié administrativement l'acte de décès, devra notifier sa rectification à la fois à la mairie du domicile du défunt, qui procèdera comme nous l'avons vu plus haut, et au Ministère des Affaires Étrangères, qui inscrira la rectification sur l'acte là où il pourra. c'est-à-dire en marge si la marge est assez grande, à défaut de marge, en bas, et si même il n'y a pas de place suffisante au bas de l'acte, au verso. Il aurait été bon que les actes dressés à l'étranger sur les registres municipaux fussent eux aussi, rectifiés, mais la loi de 1918 n'est pas allée jusque là, car il a semblé au

législateur que le Ministre de la Guerre ou le Ministre de la Marine française ne pouvait pas, sans risquer d'essuyer un refus, demander, même avec la formalité de l'exéquatur, l'inscription de mentions d'origine purement administrative sur les registres de l'état-civil étranger. Si la famille tient absolument à ce que sur ces registres, l'acte soit rectifié, elle pourra à volonté soit s'adresser aux tribunaux locaux, soit s'adresser aux tribunaux français en vue d'obtenir une rectification judiciaire, qui, par l'exéquatur, pourra être reportée en marge de l'original. Pratiquement, il y a très peu de chances que les familles recourent à ce procédé coûteux et compliqué pour un résultat d'importance minime.

X. — *L'acte a été dressé en mer sur un bâtiment de l'Etat.* Sur les bâtiments de l'Etat, les actes de décès sont inscrits sur les dernières pages du registre du rôle d'équipage et une expédition en est déposée au premier port auquel aborde le navire. Si c'est un port français, l'expédition en est déposée aux archives du bureau des armements. Si ce port est étranger, l'expédition en est déposée aux archives du consulat. Le Ministre de la Marine devra donc aviser d'abord le maire du lieu du domicile du défunt, pour que la rectification administrative soit consignée sur ses registres dans la forme que nous avons déjà décrite, mais il devra, en outre, quand il aura été avisé que la rectification administrative a été opérée sur les registres du dernier domicile, veiller à ce qu'une mention marginale soit appo-

sée à la fois en marge de l'acte de décès original, c'est-à-dire sur le rôle d'équipage, et en marge de l'expédition conservée soit aux archives du consulat soit au bureau des armements.

XI. — *L'acte a été dressé en mer sur un bateau du commerce.* Si le transport avait à son bord une unité combattante, un bataillon entier, l'acte a été dressé exactement comme si le bataillon était à terre ; mais il est arrivé fréquemment que des militaires isolés ou en petits groupes aient été transportés sur des bateaux de commerce. D'autre part, des soldats ont été prêtés soit comme opérateurs de T. S. F., soit comme canonniers à des bateaux de commerce. En cas de décès, l'acte était dressé par l'officier ayant qualité d'officier de l'état-civil à bord et le registre déposé après le retour du bateau en France au bureau de l'inscription maritime. En cas de rectification administrative, le Ministre de la Guerre ou de la Marine devait donc aviser, comme précédemment, la mairie du dernier domicile du défunt et, une fois la rectification opérée dans cette mairie, veiller à ce qu'une mention marginale soit portée au registre déposé au bureau de l'inscription maritime.

CHAPITRE QUATORZIÈME

LES EXTENSIONS

La loi du 30 septembre 1915 prévoyait, pour les actes de décès des militaires contenant des lacunes ou des erreurs, des mentions additives ou rectificatives, mais la question s'était posée de savoir si le Ministre pouvait, en vertu de cette loi, supprimer par voie de rectification administrative une partie de l'acte, et il n'était pas douteux qu'elle n'avait pas prévu une procédure ayant pour objet d'annuler complètement l'acte.

A. — *Suppressions partielles.* — L'article 79 du Code civil énumère les énonciations qui doivent figurer dans un acte de décès et l'article 35 du même code défend aux officiers de l'état-civil de rien insérer dans les actes, soit par notes, soit par énonciations quelconques, que ce qui doit être déclaré par les comparants. Cette règle de l'article 35 n'a jamais été strictement observée par les officiers de l'état-civil aux armées ; des instructions leur prescrivaient d'indiquer même avant la loi du 2 juillet 1915, les causes du décès quand il s'agissait d'un militaire tué sur le champ de bataille ou mort des suites de ses blessures, alors que, dans la vie civile, il ne viendrait à

l'idée d'aucun maire, d'aucun adjoint, d'indiquer que le défunt est mort en arrêtant un cheval emporté, ou en secourant un homme sur le point de se noyer.

Il n'est pas étonnant qu'un certain nombre d'officiers de l'état-civil aux armées n'aient pu déterminer exactement la portée des instructions qui leur étaient données. Dans les ambulances et hôpitaux militaires, on vit, au début de la campagne, des actes indiquant d'une façon précise la maladie qui avait été la cause du décès, alors même que cette maladie n'avait aucun rapport avec la guerre. Bien plus : un jugement du tribunal de la Seine, rendu le 1^{er} juin 1888 (Gazette des Tribunaux du 12 février 1917) avait rectifié un acte de décès dressé au Tonkin, où il était dit que la mort était la conséquence d'une syphilis tertiaire. Il est possible, sans que nous puissions sur ce point être plus catégorique, que certains actes de décès aient indiqué que le militaire désigné dans l'acte avait été fusillé ou, ce qui revient au même « passé par les armes ». Or, la loi faisait à l'officier de l'état-civil de la zone de l'intérieur une obligation stricte de recopier toutes les énonciations, même contraire aux articles 35 et 79 du Code civil. Dans ces hypothèses si la rectification judiciaire ou administrative, avait pris la forme ordinaire, elle n'aurait fait que souligner l'irrégularité au lieu de la faire disparaître.

L'article 11 de la loi du 18 avril 1918 fit disparaître cet inconvénient, il permit la rectification de ces actes sans transcription préalable ;

mais l'alinéa 2 de cet article faisait une distinction qui n'est guère en harmonie avec l'ensemble de la loi. Il suppose deux hypothèses différentes : dans la première, l'acte ne figure pas encore sur un registre municipal, c'est-à-dire qu'il a été dressé aux armées ou à l'étranger et que le Ministre de la Guerre est en possession d'une expédition qui doit être ultérieurement transcrite ; dans ce cas, il substitue à l'expédition irrégulière une autre expédition qui ne contient pas les termes contraires aux articles 34 et 79.

Inversement, si l'acte figure déjà sur un registre municipal, soit qu'il y ait été dressé, soit que, dressé aux armées ou à l'étranger, il ait été transcrit sur les registres de la commune du dernier domicile du défunt, le Ministre de la Guerre ne peut plus opérer comme nous venons de le dire et c'est le tribunal civil de l'arrondissement qui fixe les termes de la transcription définitive. Nous avouons ne pas comprendre pourquoi dans ce cas le Ministre de la Guerre est incompétent. L'explication eût été facile avec la loi du 30 septembre 1915, d'après laquelle la rectification ne se faisait par voie administrative que pour les actes dressés aux armées, mais, étant donné que la loi du 18 avril 1918 autorise même la rectification administrative des actes dressés par les autorités municipales, il faut bien convenir qu'en rédigeant le second alinéa de l'article 11, les auteurs de la loi ont quelque peu perdu de vue les principes qui jusque là les avaient guidés.

B. — *Suppressions totales.* — A priori, on ne voit

pas dans quelles conditions un acte de décès après avoir été dressé peut être annulé. Il semble qu'un acte ne peut être dressé que si la personne qui y est désignée est réellement décédée et que, s'il contient des erreurs, il y a lieu, tout au plus à rectification, addition ou suppression partielle. Cependant dans la pratique, le cas s'est produit à différentes reprises. On en trouvera des exemples dans la « Gazette des Tribunaux » du 12 février 1917 et dans la loi du 15 décembre 1916 : le soldat Marcel Rosz avait été laissé pour mort sur le champ de bataille, alors qu'en fait il n'était que blessé, d'ailleurs très grièvement, relevé par les Allemands et soigné par eux à l'hôpital de Charleroi, il revint en France en juillet 1915. Néanmoins, son acte de décès avait été transcrit sur les registres de La Garenne-Colombes (Seine), le 6 septembre de la même année. Dans d'autres cas, on s'aperçoit que le témoignage des deux déclarants est très suspect et que le militaire désigné par eux comme décédé est peut-être prisonnier. Nous ne voulons pas énumérer toutes les hypothèses possibles, nous nous contentons de renvoyer aux jugements rapportés dans les deux journaux que nous venons de citer. La loi de 1918 a envisagé dans son article 10, le cas où l'acte de décès du militaire est parvenu au Ministère de la Guerre, alors qu'il n'est pas douteux que la personne désignée dans cet acte est encore vivante. Des avis de décès ont été présentés plus d'une fois à des parents, alors que les fils dont on énonçait la mort étaient chez eux en permission,

Lorsqu'il s'agissait d'un simple avis, tout était terminé et il n'y avait qu'à n'en tenir aucun compte. Au contraire si l'acte de décès avait été dressé, il était nécessaire d'en faire prononcer l'annulation par les tribunaux. Mais le tribunal civil n'est compétent, en principe, pour rectifier un acte que si cet acte a été soit dressé, soit transcrit dans son arrondissement, il aurait donc fallu théoriquement, que l'acte de décès concernant une personne encore vivante, eût été d'abord transcrit sur les registres de la commune de son domicile pour que le tribunal civil de l'arrondissement eût compétence pour en prononcer la nullité. Cette obligation eût été évidemment absurde et dangereuse, absurde parce qu'il n'y a aucun intérêt à transcrire un acte de décès si la personne désignée dans l'acte n'est pas en réalité décédée, soit que l'acte ne corresponde à aucun décès, soit que par suite d'une homonymie, il corresponde au décès d'un autre militaire, dangereuse parce que, l'acte de décès ayant été transcrit, toute personne peut se faire délivrer une expédition de cette transcription et fournir frauduleusement, par la production d'un acte authentique, la preuve d'un décès inexistant.

Pour obvier à ces inconvénients, l'article 10 de la loi de 1918 a prescrit que le tribunal civil de l'arrondissement est compétent pour rectifier l'acte sans qu'il soit nécessaire de la transcrire préalablement.

La loi emploie avec intention le terme de « rectifier » et non pas d'« annuler » parce qu'il se

peut que l'acte de décès s'applique à une autre personne qu'à celle qui y est désignée et, dans ce cas, on doit le rectifier comme un acte de décès erroné en ce qui concerne le domicile. La seule différence est la compétence du tribunal avant toute transcription.

C. — *Rectification de jugements déclaratifs de décès.* — L'article 8 est peut-être le plus hardi de toute la loi de 1918. Nous avons vu que, lorsqu'un acte de décès a été rectifié par jugement, il ne peut plus l'être administrativement en ce qui concerne les énonciations sur lesquelles le jugement a expressément statué. Il en est différemment lorsqu'il s'agit, non plus d'un jugement rectificatif, mais d'un jugement déclaratif de décès sauf la restriction que nous ferons plus loin.

Les jugements déclaratifs de décès sont rendus, conformément à la loi du 3 décembre 1915, qui, elle même, se réfère à la loi du 8 juin 1893, par les tribunaux civils, mais, en réalité, d'après des documents fournis par le Ministère de la Guerre. Si ces documents contiennent des erreurs ou des omissions, ces erreurs ou ces omissions se retrouvent dans les jugements déclaratifs. Déjà à ce premier point de vue, la rectification administrative peut-être justifiée. D'autre part, les jugements déclaratifs de décès peuvent être collectifs, surtout lorsqu'il s'agit de jugements rendus à la suite du naufrage de bâtiments de l'Etat. Si un même jugement constate le décès de 40 ou 50 marins et que le prénom de la mère de l'un d'eux est erroné, il serait excessif d'obliger le tribunal

à rendre un nouveau jugement pour rectifier le premier. La loi de 1918 a donc déclaré que la rectification administrative pouvait, dans cette hypothèse intervenir. Elle s'applique alors non au jugement lui-même, mais à sa transcription sur le registre de l'état-civil, c'est-à-dire que la minute du jugement conservée au greffe restera intacte, seule la transcription du jugement sur les registres de l'état-civil du domicile du défunt sera rectifiée comme la transcription d'un acte de décès dressé soit au front, soit dans une autre mairie. On a objecté à cette manière de procéder que, dorénavant suivant que l'on s'adressera au greffe du tribunal ou à la mairie, on obtiendra du même jugement des expéditions très différentes. Cette critique est fondée, mais on a supposé que le plus souvent les personnes qui auront besoin de la preuve du décès s'adresseront là où s'adressent généralement les familles, c'est-à-dire à la mairie du domicile. On a constaté que dans la pratique, abstraction faite de toute rectification, c'était en effet à la mairie que les demandes arrivaient et, jamais, ou presque jamais au greffe du tribunal. Il eût été pratiquement préférable puisque l'erreur était constatée, de rectifier même la minute, mais il eût fallu pour cela l'intervention d'une autorité judiciaire ou un renversement complet des principes jusque là reçus.

Le législateur a bien admis, ce qui était déjà chose tout à fait nouvelle, que le Ministre de la Guerre pourrait modifier par rectification administrative l'œuvre d'un officier de l'état-civil

municipal, mais il n'a pas osé aller jusques à décider que le Ministre de la Guerre pourrait de sa seule autorité modifier directement par rectification administrative l'œuvre d'un tribunal civil. En fait, l'un n'est pas hiérarchiquement supérieur à l'autre, mais le législateur a supposé que les officiers de l'état-civil municipaux seraient moins chatouilleux sur la question d'amour-propre que les magistrats de première instance. Peut-être y a-t-il là un scrupule exagéré, néanmoins l'article 8 de la loi de 1918 n'a donné lieu à aucune difficulté, et elle a vraiment simplifié les écritures des officiers de l'état-civil. C'est tout ce qu'on voulait obtenir et le résultat a été pleinement atteint.

Il va de soi que la rectification administrative pourra intervenir, que l'erreur soit due au jugement lui-même, ou qu'elle soit due à la transcription et imputable à l'employé du service de l'état-civil.

L'article 8 contient *in fine* trois réserves :

« ... pourvu, dit-il, que la rectification ne porte » ni sur le fait du décès, ni sur la date, ni sur » l'identité du décédé ».

En ce qui concerne le fait du décès et l'identité du décédé, la chose était toute naturelle puisque l'article 1^{er} exclut d'une façon générale la rectification administrative quand le fait du décès ou l'identité du décédé sont douteux. Mais on a décidé aussi que, si le jugement avait fixé la date du décès, cette date fut-elle erronée, elle ne pouvait pas être rétablie par voie de rectification adminis-

trative. Le législateur a supposé que la date était un élément tellement important dans la preuve du décès, que l'attention du tribunal devait naturellement être attirée sur ce point avec plus de force que sur les autres énonciations. Dans les jugements collectifs, la date du décès de tous les militaires ou marins réunis dans le même jugement est unique. Cette date peut avoir une grande importance en ce qui concerne, par exemple, l'ouverture des successions, et l'on a voulu qu'en cas d'erreur, le tribunal qui a déclaré le ou les décès fut appelé à reconnaître lui-même qu'il s'était trompé, ou à rejeter la demande de rectification s'il estimait que sa première appréciation était exacte. Dans ce cas, faut-il entendre par « date » le jour du décès, ou même l'heure ? Nous pensons que le mot « date » doit-être compris dans le sens de la détermination précise dans le temps, par conséquent, si l'inscription d'une heure inexacte peut avoir assez d'importance pour nécessiter une rectification, la réserve de l'article 8 doit être prise en considération et le tribunal seul à le droit d'en connaître.

CHAPITRE QUINZIÈME

LA PROPOSITION LEBERT

La rectification administrative, aux termes des lois du 30 septembre 1915 et du 18 avril 1918, s'appliquait, en principe, exclusivement aux militaires et marins de l'Etat et, par voie d'extension exceptionnelle, à certaines personnes non militaires, c'est-à-dire comme nous l'avons vu, les personnes attachées à la suite des armées et les civils quelconques, dont l'acte de décès avait été établi par un officier de l'état-civil militaire dans une place forte assiégée. Le succès de ces deux lois suggéra à un sénateur du département de la Sarthe, M. André Lebert, l'idée d'étendre le procédé de la rectification administrative à certains actes de décès concernant des personnes non militaires et dressés par des officiers de l'état civil municipaux.

La proposition de loi de M. Lebert fut, à la date du 16 septembre 1919, l'objet d'un rapport favorable de M. Gustave Lhopiteau, aujourd'hui Garde des Sceaux, et adoptée ensuite par le Sénat sans modifications.

Les personnes visées dans cette proposition de loi sont désignées ainsi :

« Tous les Français qui, avant le 2 août 1914, » avaient leur domicile réel dans les régions » envahies ou dévastées par l'ennemi, ou, qui, du » fait de la guerre, ont été forcées de quitter leur » domicile ».

Ce texte, actuellement soumis à la Chambre des Députés, n'est pas, à beaucoup près, d'une limpidité parfaite.

1° Il est vraisemblable que par les mots « *avant le 2 août 1914* », il faut entendre « *au 2 août 1914* ». Il n'y a aucune raison d'appliquer la rectification administrative à une personne qui aurait été domiciliée à Roubaix en 1912 et qui serait venue s'établir à Paris à partir de 1913.

2° La loi, si elle était votée, ne s'appliquerait qu'aux Français et non aux étrangers. Outre la difficulté résultant de ce que la détermination de la nationalité, déjà difficile pour les personnes vivantes, l'est plus encore pour les personnes décédées, on se demande pourquoi la loi ne s'appliquerait pas aux actes de décès des étrangers domiciliés dans les régions envahies au jour de l'invasion.

3° On peut se demander quelle précision apporte le qualificatif « réel » appliqué au mot « domicile ». Veut-on par là renforcer l'idée que la loi ne peut s'appliquer qu'aux Français, puisque, en principe, les étrangers n'ont en France qu'un domicile de fait, à l'exception de ceux qui sont « *autorisés à établir leur domicile en France* »

Il est assez difficile, au fond, de savoir en quoi

les mots « leur domicile réel » peuvent différer des deux mots « leur domicile ».

4° Les mots « régions envahies ou dévastées par l'ennemi » prêtent, eux aussi, à ambiguïté. Certaines régions de France ont été envahies par l'ennemi pendant une période restreinte de la guerre ; par exemple, les Allemands sont venus à Meaux en 1914 et en ont été chassés lors de la bataille de la Marne. Devra-t-on considérer comme pouvant être rectifiés administrativement l'acte de décès d'un habitant de Meaux dressé en 1917, alors que la région était à peu près dans les mêmes conditions que les environs de Paris.

5° Inversement, certaines communes n'ont été envahies qu'à partir de 1918. La rectification administrative s'appliquera-t-elle à l'acte de décès, dressé en 1915 ou en 1916, d'un habitant de l'une de ces communes ?

6° La même question se pose en ce qui concerne les personnes, qui du fait de la guerre, ont été forcées de quitter leur domicile. Le mot « forcés » semblerait indiquer une nécessité inéluctable, mais qui en serait juge ? Nous avons connu bon nombre de Parisiens qui, en 1918, lors des raids de gothas se sont cru obligés d'abandonner Paris dès la fin de janvier, alors que la grande majorité des autres Parisiens, estimaient qu'on pouvait rester à Paris sans autre inconvénient que d'être forcé de descendre de temps en temps à la cave.

7° L'article 2 de la proposition de loi prévoyait que le Ministre de la Justice serait chargé des attributions conférées par la loi du 18 avril 1918

aux Ministres de la Guerre et de la Marine ; mais parmi les personnes ayant leur domicile réel dans les régions envahies au 2 août 1914, se trouvent un grand nombre de militaires ou de marins ; pour ces personnes la loi du 18 avril 1918 semble devoir s'appliquer, à l'exclusion de la loi en préparation malgré la généralité des mots « *tous les Français* ».

8° Il est rationnel que ce soit le Ministre de la Justice qui rectifie administrativement les actes de l'état-civil des personnes non militaires, puisque c'est le procureur de la République qui a la surveillance générale des registres de l'état-civil, mais, d'après la loi du 3 décembre 1915, c'est le Ministre de l'Intérieur qui fait rendre les jugements déclaratifs de décès des personnes non militaires, décédées par suite des faits de guerre pour lesquelles aucun acte de décès n'a été dressé. Il y a certain manque d'harmonie à ce que se soit le Ministre de l'Intérieur qui fasse rendre des jugements déclaratifs de décès et le Ministre de la Justice qui fasse rectifier des actes de décès pour des personnes non militaires.

En soi, la proposition de M. Lebert s'explique, comme le dit M. Lebert, parce que les réfugiés qui ont quitté leur domicile n'ont pas pu emporter sur eux leurs papiers et les livrets de famille qui leur étaient nécessaires. Quant aux habitants des régions envahies qui y sont restés ils ont vécu dans des communes où le service de l'état-civil était plus ou moins désorganisé et où les archives avaient été anéanties. Il en est résulté, c'est

toujours M. Lebert qui parle, de nombreuses erreurs dans un grand nombre d'actes de décès et bien des familles seraient, à l'heure actuelle, obligées de se pourvoir en rectification devant les tribunaux, si aucun texte législatif n'intervenait « en leur faveur ».

Nous soulignons les mots « en leur faveur ». Ils sont significatifs de l'état d'esprit qui règne d'une façon générale, non pas seulement parmi les parlementaires, mais dans le pays. La rectification judiciaire y est considérée comme une formalité pénible et presque abusive. C'est une procédure aboutissant à un résultat très simple par des moyens compliqués et coûteux.

La loi du 20 novembre 1919 a remplacé pour la plupart des rectifications, les jugements par des ordonnances, ce qui diminue les délais et les frais ; néanmoins, M. Lebert, M. Lhopitau et tous leurs collègues considèrent, à bon droit, la rectification administrative comme encore plus rapide et plus économique.

CHAPITRE SEIZIÈME

CONCLUSION

De ce que nous venons de constater à la fin du chapitre précédent, nous croyons pouvoir inférer que la rectification administrative n'est pas destinée à disparaître sans laisser de trace, le jour où les derniers actes de décès des militaires auront bénéficié des dispositions de la loi du 18 avril 1918.

Tout d'abord, cette date peut être reculée à l'infini puisque, le jour où un décret décidera que les actes de décès dressés à l'avenir ne pourront plus être rectifiés administrativement, en vertu de cette loi, la loi continuera à jouer pour les actes dressés antérieurement. Mais il est vraisemblable, en outre, que la rectification administrative sera appliquée aux actes de décès des personnes non militaires, en raison des avantages que la pratique lui a reconnue. La proposition de M. Lebert ne l'applique qu'à une certaine catégorie de civils. A y regarder de près, on pourrait tout aussi bien l'étendre aux actes de décès de toutes personnes, militaires ou non, françaises ou non, pourvu que l'acte de décès ait été dressé ou transcrit soit en France, soit par une autorité française.

Mais le jour où la généralisation du procédé sera complète, la question se posera de savoir quelle autorité y procédera. On ne peut songer à centraliser toutes les rectifications administratives à Paris, dans les bureaux d'un seul ministère pour les actes de décès dressés dans toute la France. Peut-être créera-t-on des centres régionaux de rectification administrative. Il est à supposer que le procédé s'appliquera tôt ou tard aux actes de l'état-civil autres que les actes de décès. La chose est possible, mais elle n'est pas certaine. Comme nous l'avons vu, la rectification des actes de décès est la plus facile, puisqu'elle résulte de la production de pièces de comparaison et tout particulièrement de l'acte de naissance du décédé. Dans une certaine mesure, il peut en être de même de l'acte de mariage, mais l'acte de mariage ne mentionne pas seulement les énonciations des actes de naissance des deux époux, il contient des dispositions relatives soit au consentement des parents, soit à la dispense d'âge et de parenté, soit au certificat de coutume, s'il s'agit d'étrangers, etc. etc. et la rectification concernant ces différents points est infiniment plus délicate que celle des énonciations des actes de décès.

Quant aux actes de naissance, nous n'hésitons pas à déclarer que la rectification administrative, si elle leur était appliquée, serait très dangereuse. C'est dans l'acte de naissance, qu'interviennent le plus fréquemment des fraudes, et la sagacité des juges doit s'exercer pour déjouer les combinaisons de ceux qui chercheraient à obtenir, sous

forme de simple rectification, des jugements qui seraient, en réalité, des jugements d'état. La Chambre du Conseil de tel Tribunal est parfois obligée de se déclarer incompétente au sujet d'une rectification demandée, alors qu'une autorité administrative n'aurait peut-être pas le même scrupule.

Quoiqu'il en soit, nous pouvons dire, en terminant, que la Commission interministérielle chargée de préparer les lois de 1915 et de 1918, s'est acquittée consciencieusement de la tâche qui lui était dévolue et que ces deux lois sont parmi celles — peu nombreuses — qui ont obtenu, à la satisfaction des intéressés, les résultats qu'elles s'étaient proposés.

Vu : le Président,

A. WAHL.

Vu : le Doyen,

LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPEL.

ERRATA

Page 56

Au lieu de :

« ... et produisant à la fois l'acte de reconnaissance... »

Lire :

« ... et produisant à la fois l'acte de naissance de l'enfant et l'acte de reconnaissance... »

Page 69

Au lieu de :

« ... considérés comme faisant partie... »

Lire :

« ... considérés comme en faisant partie... »

PAGE 16

Au lieu de :

" Compléter le travail des mairies ... "

Lire :

" Compliquer le travail des mairies "

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I. — Historique.....	1
CHAPITRE II. — Motifs et but de la loi du 30 septembre 1915.....	9
a) Frais de la procédure ordinaire de rectification.	
b) Lenteurs et formalités.	
c) Diversité de jurisprudence."	
CHAPITRE III. — Mécanisme général de la rectification administrative.....	14
CHAPITRE IV. — Restriction de la réforme aux actes de décès	20
CHAPITRE V. — Durée de l'application de la rectification administrative.....	24
CHAPITRE VI. — L'Original	27
1 ^o Actes dressés en France.	
CHAPITRE VII. — L'original	37
2 ^o Actes de décès dressés à l'étranger.	
CHAPITRE VIII. — L'Original.....	42
3 ^o Actes dressés aux colonies et en mer.	
CHAPITRE IX. — Les décédés.....	46
CHAPITRE X. — Les lacunes et les erreurs.....	51
a) Prénoms et noms.	
b) Age.	
c) Domicile.	
d) Profession.	
e) Etat matrimonial.	
f) Filiation.	
g) Titres et distinctions honorifiques.	
h) Les déclarants.	
i) L'officier de l'état-civil.	

	Pages
CHAPITRE XI. — Initiative de la rectification.....	84
CHAPITRE XII. — L'époque de la rectification.....	91
CHAPITRE XIII. — La réalisation.....	98
CHAPITRE XIV. — Les extensions.....	115
CHAPITRE XV. — La proposition Lebert.....	124
CHAPITRE XVI. — Conclusion.....	129

